

Entre Bernois réformés et Valaisans catholiques:

L'Abbaye de Saint-Maurice de 1520 à 1572

par
Olivier RODUIT

Deuxième partie

L'abbatit de Barthélemy Sostion, 1520-1550

Nous allons suivre maintenant* le déroulement des événements concernant l'Abbaye pendant les trente années du règne de Barthélemy Sostion. Son abbatiat sera marqué par de profonds bouleversements politiques et religieux: l'introduction par Berne de la Réforme sur son territoire et la conquête du Bas-Valais par les VII Dizains du Haut.

* La première partie de ce travail, intitulée «La situation de l'Abbaye au début du XVI^e siècle», a paru dans les *Ann. val.* 2, 62, 1987, pp. 111-160. On y trouvera, pp. 151-155, les «sources, bibliographie et abréviations» utilisées dans cette deuxième partie de notre travail et, p. 158, un «glossaire» de quelques termes médiévaux.

EN QUANT DE RESIDER EN CITE DE VOUREY QU IL ZVRE EN COMTEDE EN 1390.



Barthélemy Sostion 1520-1550
(Abbaye de Saint-Maurice - Photo Bernard Dubuis)

L'abbé et les difficultés consécutives à son élection

La famille Sostion (ou Sostionis), établie à Saint-Maurice dès le XIV^e siècle, y joue un rôle de premier plan dès la fin du XV^e. Barthélemy naît de l'union de Barthélemy, châtelain (1483) puis premier syndic (1492) de la ville, et de Bastienne Fabri de Sembrancher¹.

«Homme de piété et d'érudition»², Barthélemy, né à Saint-Maurice, est reçu chanoine en 1504 et obtient en 1510 l'office de chantre qu'il cumule avec le bénéfice de curé-recteur de Choëx (1510-1514)³.

Il se trouve parmi les quatorze chanoines qui se réunissent le 29 décembre 1520 pour élire le successeur de l'abbé Jean Bernardi d'Allinges, décédé deux jours plus tôt. Cette élection a bien lieu en 1520 et non en 1521, comme le veut la tradition. Cette erreur provient d'une confusion entre deux actes d'élection originaux sur parchemin, attestés par deux notaires, identiques sauf en ce qui concerne la date. Les deux documents indiquent 1521, mais le premier est daté: «29 décembre, la huitième année du pontificat de Léon X», et le second «28 décembre, la neuvième année du pontificat de Léon X». Il faut cependant retenir le 29 décembre 1520, huitième année du règne de Léon X, puisque ce pape mourra le 1^{er} décembre 1521. D'autre part, des documents datés du printemps et de l'été 1521 mentionnent un abbé élu, mais non confirmé par le Saint Siège⁴.

Le chanoine Wilfrid de Castellario préside le chapitre qui élit Barthélemy Sostion. L'acte capitulaire décrit tous les rites traditionnels de mise en possession. En dernier lieu, il est question de l'héritage de l'abbé décédé. Les chanoines accordent ses meubles à son successeur et confirment la donation d'une terre à Bex faite par le défunt en faveur de son fils naturel Jean⁵.

¹ Cf. DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 78 et *Armorial*, p. 248. Maurice, le frère de l'abbé deviendra à son tour premier syndic (1535) puis capitaine général de la bannière de Saint-Maurice et enfin châtelain épiscopal de Massongex (1548-1563).

² D'après la formule latine de son successeur Jean-Jodoc de Quartéry († 1669) dans sa *Nomenclatura* à la page 265. Aucun indice ne permet de déterminer sa date de naissance.

³ Cf. Charles II, 1118 (67/2/3B); II, 1123 (67/4/4) et CHARLETTY, *Catalogus*.

⁴ Les actes d'élection, classés Charles I, 30 (3/1/5) nous ont été lus par le chanoine Theurillat, archiviste de l'Abbaye. Léon X a régné du 19 mars 1513 au 1^{er} décembre 1521 (son successeur Adrien VI n'étant élu que le 9 janvier 1522). La huitième année de son règne court donc du 19 mars 1520 au 18 mars 1521 et la neuvième du 19 mars 1521 au 18 mars 1522. A Berne et à Sion, on parle, en juin et juillet 1521 d'un abbé élu de Saint-Maurice qui doit entrer en possession de son abbaye (*WLA* II, pp. 67 et 69). D'autre part, le 8 février 1521, l'abbé Sostion et le chapitre ratifient la prise de possession de la cure de Beaufort (Charles II, 770 [53/1/4]). Nous savons que c'est Wilfrid de Castellario qui préside le chapitre d'élection. Or celui-ci meurt en 1521. En effet, on lit (Charles II, 692 [47/3/35]) qu'après la mort de Castellario, prieur d'Aigle, «le chapitre (l'abbé n'étant qu'abbé élu et non approuvé du Saint-Siège) confère le dit prieuré à Pierre d'Illens, chanoine et sacristain». Le chapitre d'élection a donc eu lieu en décembre 1520 et non le 28 décembre 1521.

⁵ Cf. Charles I, 30 (3/1/5 A, B, C).

Avant le décès de Jean Bernardi d'Allinges, le pape avait donné, par expectative, la commende de l'Abbaye au cardinal Augustin Trivulzio⁶. A l'annonce de la vacance du bénéfice abbatial, un bref apostolique est publié en Valais ordonnant d'en mettre en possession le dit cardinal, à teneur de ses bulles⁷.

L'abbé élu s'adresse à la Diète valaisanne et à Berne, les priant d'intervenir en sa faveur à Rome. Ainsi, le 10 juin 1521, Berne promet, dans une missive adressée au Valais, de demander à Rome que l'abbé élu reste en paisible possession de l'Abbaye. Les magistrats bernois se montrent préoccupés des désordres que provoquerait la mainmise sur l'Abbaye d'un cardinal ou de toute autre main étrangère (*frömde hand*)⁸.

Fort de cette promesse, l'abbé part pour Rome où sa présence est attestée en juillet 1521. Son concurrent refuse tout arrangement, malgré l'offre d'une belle somme d'argent. Le cardinal ne reconnaît pas plus l'appel que fait Sostion contre la bulle de Léon X. Ainsi, le cardinal ne se désistant pas, et les tribunaux romains n'osant protéger l'élu du chapitre contre Trivulzio, il ne reste à l'abbé qu'à se retirer ou à prendre possession de l'Abbaye malgré le refus du pape. Sur cet échec, il rentre dans son Abbaye où les chanoines, les Valaisans⁹ et les Bernois lui font savoir leur volonté de le soutenir jusqu'au bout. Il accepte alors de braver la menace d'excommunication et d'interdit. Les choses vont durer encore longtemps. Le 9 octobre 1522, Berne écrit au pape lui demandant de confirmer l'élection de Sostion¹⁰. Le 28 août 1524, les Cantons suisses font à Adrien VI la même requête¹¹. En décembre 1525, la Diète valaisanne accepte encore une fois de prendre sous sa protection l'abbé que le pape a cité à comparaître à Rome¹². Les intrigues des courtisans de la cour pontificale coûtent cher à l'abbé qui requiert l'aide des Bernois. Ceux-ci promettent aux Valaisans, qui leur avaient confirmé la détresse de l'abbé, de le prendre sous leur protection¹³. Et, par décret du 8 janvier 1526, le Sénat bernois déclare

⁶ Les difficultés en cour romaine de l'abbé Sostion sont décrites dans BÜCHI, pp. 395-396. Augustin Trivulzio est cardinal dès 1517, reçoit l'administration de plusieurs évêchés et abbayes avant de mourir à Rome en mars 1548. Voir sur lui *Armorial*, p. 263 et G. VAN GULIK - C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii et recentioris Aevi*, vol. III, editio altera, Monasterii, 1923, p. 17.

⁷ Cf. *WLA* II, p. 69 f.

⁸ Cf. *WLA* II, p. 67.

⁹ Cf. *WLA* II, p. 69 f: le 17 juillet, pendant son absence, des procureurs de l'abbé se présentent devant la Diète valaisanne réunie à Naters, suppliant les députés d'intervenir auprès du Saint-Siège et d'empêcher que le cardinal ne s'empare de l'Abbaye pendant le procès que l'abbé est en train de soutenir à Rome. La Diète demande alors que l'abbé vienne personnellement lui présenter les droits qu'il pense avoir.

¹⁰ Cf. *WLA* II, p. 117.

¹¹ Cf. *WLA* II, p. 166 et *EA* 4, 1a, pp. 481 et 484.

¹² Cf. *WLA* II, p. 205 n. L'évêque élu de Sion Philippe de Platéa fut aussi cité à Rome à cette occasion. Elu le 20 octobre 1522, le pape refusera pour des raisons politiques et financières de confirmer ce prélat sous le coup de l'excommunication collective qui avait frappé en 1519 les adversaires du cardinal Schiner. Tout comme Sostion, de Platéa ne se rendit pas à Rome en 1525. Il finit par renoncer à l'épiscopat en 1529. Voir sur les évêques de Sion le bon résumé présenté par B. TRUFFER, *Portraits des évêques de Sion de 1418 à 1977*, Sion, 1977 (Annuaire *Sedunum Nostrum* 7).

¹³ Cf. *WLA* II, p. 207.

reconnaître Barthélemy Sostion légitime abbé de Saint-Maurice et lui promet, comme le font les Valaisans, aide et faveur, surtout pour ses biens dans le gouvernement d'Aigle ¹⁴.

Enfin, au mois de juin, l'abbé prie encore une fois la Diète valaisanne d'engager les Cantons confédérés à s'employer à Rome contre le cardinal «Tryvuls» pour qu'il laisse en paix l'Abbaye ¹⁵.

A partir de quelle année l'Abbaye trouve-t-elle la paix? Dès 1526, les interventions à Rome cessent. Y eut-il un arrangement? Lors de l'élection, en 1550, de l'abbé Miles, un interdit qui frappait l'Abbaye sera suspendu ¹⁶. Il s'agit probablement de la censure infligée par le pape à une abbaye de Saint-Maurice qui n'accepte pas ses décisions, forte qu'elle était du privilège accordé en 1445 par Félix V et confirmé en général par Nicolas V selon lequel elle ne pouvait pas être donnée en commende ¹⁷. Après vingt-huit années de règne, Barthélemy Sostion verra enfin le pape reconnaître son élection. Il aura fallu attendre la mort du cardinal Trivulzio pour que Paul III puisse, le 27 juillet 1548, accorder à Sostion ses bulles de confirmations ¹⁸.

Le diocèse de Sion et l'abbaye de Saint-Maurice vivent des années difficiles au début du XVI^e siècle. Le Valais est alors divisé entre partisans du cardinal-évêque Schiner, dévoué au pape et à l'empereur, et ceux de Georges Supersaxo, alliés à la France. L'exil (1517) puis la mort du cardinal (1522) ne suffisent pas à calmer les dissensions. Heureusement, la paix revient en 1529 lorsque Supersaxo est banni, puis meurt. C'est alors qu'est élu évêque de Sion un partisan du clan Schiner en la personne d'Adrien I de Riedmatten (1529-1548) que le pape Clément VII confirmera après trois ans de négociations.

Au moment où commence à souffler en Valais le vent novateur venu de Berne dès 1523 au moins, il aurait fallu de fortes personnalités pour s'y opposer. Malheureusement, l'évêque et l'abbé doivent concentrer leurs forces à lutter contre les prétentions d'avidés prélats italiens soutenus par le Saint-Siège.

Trente ans de vie à l'Abbaye: quelques événements

A l'Abbaye, tout au long de l'abbatit de Barthélemy Sostion, la vie de tous les jours se déroule sans grands événements. Les quelques documents de cette période qui nous soient parvenus concernent des albergements ou des mises en possession de peu d'intérêt pour nous. Ainsi, par exemple, en 1529, Amédée de Collomberio succède à Pierre d'Illens dans la charge de sacristain. Amédée est

¹⁴ Cf. *WLA* II, pp. 207-208.

¹⁵ Cf. *WLA* II, pp. 214-215 d et Charles I, 77 (6/1/2).

¹⁶ Cf. Charles I, 54 (4/2/10 B) et I, 77.

¹⁷ Cf. Charles I, 17 (2/1/22-23) et I, 77.

¹⁸ Cf. Charles I, 54: «L'abbé Jost Quartéry dans sa *Nomenclatura* p. 266 dit que l'abbé Barthélemy Sostion a été confirmé par le pape Paul III le 27 juillet 1548. L'abbé Charléty (II, 578) insinue la même chose, mais je ne trouve aucun document sur ce sujet.» Il s'agit bien du 27 juillet, et non du 24 comme l'indiquent AUBERT, pp. 80-82 et DUPONT LACHENAL, *Abbés*, p. 257.

ainsi obligé de résigner la cure de Vouvry qu'il avait en commende. En 1546, l'évêque de Sion fera de cet homme aux grandes responsabilités son Official pour la partie du diocèse inférieure à la Morge de Conthey¹⁹.

H. Michelet rapporte encore qu'en 1530 la peste sévit dans le Bas-Valais, emportant dans l'année quatre cents personnes de Saint-Maurice²⁰. Cette épidémie avait été précédée par l'introduction à Berne de la Réforme dont les idées pénétrèrent lentement en Valais. Quelle fut la réaction des Valaisans?

La pénétration des idées protestantes

Le cardinal Schiner voit d'abord d'un bon œil l'intervention réformatrice de Luther. Mais, à l'annonce de l'excommunication du moine de Wittenberg, Schiner rompt avec celui en qui il verra «le plus diabolique des hérétiques»²¹ et se sépare de son ami Zwingli. Par esprit de contradiction, les adversaires valaisans du cardinal exilé subissent très tôt l'influence du réformateur zurichois. En 1524, paraît en Valais un écrit anonyme d'inspiration protestante et la même année, la Diète de septembre, inquiète des progrès de la «luttersch glöub und opinon», interdit toute discussion religieuse²². Malgré cela, un prêtre de Sion publie dès cette année des livres inspirés par la «foi nouvelle»²³. L'année suivante, les Cantons catholiques poussent la Diète à prendre de nouvelles mesures contre les réformés; Simon In Albon, qui passera aux idées nouvelles, assure cependant les Cantons de l'attachement du Valais à la foi romaine²⁴. Le 16 novembre 1526, le pape Clément VII demande au chapitre de Sion de poursuivre et punir les pythonnisses, les superstitieux, les luthériens et leurs complices hérétiques²⁵.

En janvier 1528, l'évêque élu de Platéa est obligé d'accepter une série d'articles publiés par la Diète qui, pour sauvegarder la foi, ne craint pas d'intervenir dans l'administration ecclésiastique jugée déficiente²⁶. Les idées nouvelles ont donc fait leur chemin en Valais au moment où Berne publie son Edit de Réformation. Les VII Dizains et l'évêque réagissent en faisant alliance, le 1^{er} mai 1528, avec le duc Charles III de Savoie et en mars suivant, avec les

¹⁹ Cf. 1^{re} partie dans *Ann. val.* NS 62 (1987) p. 158: liste des chanoines de l'époque avec leurs attributions. Le sacristain de Collomberio est titulaire, de 1537 à 1543, de la chapelle Saint-Marcel de l'hôpital de Monthey. Les recès de la Diète indiquent clairement que les gouverneurs de Monthey payent chaque année dix florins au sacristain de Saint-Maurice pour cette chapelle. Cf. *WLA* III, pp. 139 o (1537), 271 ff (1541), 288 m (1542) et 302 j (1543).

²⁰ Cf. MICHELET, p. 133.

²¹ Cf. GHKA, p. 80 note 277.

²² Cf. POSSA, pp. 5-8 et *WLA* II, p. 173 c.

²³ Cf. POSSA, pp. 8-12.

²⁴ Cf. POSSA, pp. 13 et 106-107 et *WLA* II, pp. 181-182.

²⁵ Voir le texte latin dans *Bullen und Breven aus Italienischen Archiven 1116-1623*, édité par C. WIRZ, Bâle, 1902, p. 319. Voir les résumés donnés par GRENAT, p. 3 et *WLA* II, p. 229. Clément VII s'adresse directement au chapitre car il ne reconnaissait pas l'évêque élu de Platéa.

²⁶ Cf. *WLA* II, pp. 265-269; POSSA, pp. 15-24 et GHKA, p. 81.

six Cantons catholiques²⁷. En conséquence, les troupes valaisannes sont envoyées en renfort aux Cantons catholiques lors des deux batailles de Kappel²⁸.

Si le Valais s'inquiète de l'hérésie naissante, l'Abbaye ne semble pas réagir. Juge-t-elle suffisantes les mesures prises par l'évêque et les VII Dizains? Elle n'avait probablement pas les moyens d'intervenir, préoccupée encore qu'elle était d'obtenir la confirmation de l'élection de son abbé.

Accueil à l'Abbaye de deux humanistes réformés

Dans le même ordre d'idée, bien qu'anticipant quelque peu, il est intéressant de noter le bon accueil que le Valais et l'Abbaye font à deux savants humanistes de Zurich et de Bâle.

Jean Stumpf (1500-1578), pasteur de Bubikon (ZH) puis de Stammheim (ZH), s'installe dès 1562 à Zurich²⁹. En vue de la publication d'une monumentale chronique³⁰, Stumpf entreprend plusieurs voyages³¹. C'est ainsi qu'en août 1544, il traverse le Valais en quatre jours. A Sion, l'évêque Adrien lui accorde une lettre de recommandation pour l'abbé de Saint-Maurice qui le reçoit le dimanche soir 30 et le lundi 31 août³². Stumpf y copie diverses inscriptions et documents relatifs à l'histoire de l'Abbaye³³.

Le livre XI (Vom Land Wallis) de sa chronique, parue fin 1547, est rédigé à partir des notes de voyage de l'auteur et de renseignements tirés de la Cosmographie de Münster. Stumpf utilise aussi la documentation que lui fournit Jean Miles, le futur abbé de Saint-Maurice³⁴. «Décrivant la bannière de Saint-Maurice, il redonne la légende du martyr de la légion thébaine, et une histoire de l'Abbaye de Saint-Maurice tirée du cartulaire qu'il a consulté dans cet établissement religieux. Stumpf termine son histoire de l'Abbaye par l'éloge de l'abbé Sostionis dont il rappelle l'accueil chaleureux et la disponibilité»³⁵.

²⁷ Cf. WLA II, pp. 278-280 et 341-342.

²⁸ Cf. POSSA, pp. 27-29.

²⁹ Cf. SANTSCHI, *Stumpf*, p. 153 où l'auteur donne quelques indications bibliographiques sur Stumpf.

³⁰ Cf. JOHANN STUMPF, *Gemeiner lobblicher Eydggnoschaft Stetten, Landen, und Chronickwirdiger Thaaten, Beschreybung*, Zurich, 1547-1548. La bibliothèque de l'Abbaye possède la deuxième édition de cet ouvrage, faite en 1606 par le fils de l'auteur.

³¹ Il visite en particulier la Suisse en 1544. Cf. STUMPF, *Reisebericht*, pp. 231-310.

³² Cf. STUMPF, *Reisebericht*, pp. 259-261.

³³ Cf. *ibidem*, pp. 262-274. Selon SANTSCHI, *Stumpf*, pp. 170-171 et notes 61-62, il s'agit du pseudo-acte de fondation de l'Abbaye, d'une chronique du XI^e siècle, de récits concernant les abbés du XII^e siècle et de résumés de diplômes et de bulles allant du IX^e au XII^e siècle. Stumpf aurait donc copié le cartulaire de l'Abbaye du XIV^e siècle conservé aujourd'hui à Turin.

³⁴ Pour les sources du livre XI de la chronique de Stumpf, voir SANTSCHI, *Pantaléon*, pp. 173-174 et SANTSCHI, *Stumpf*, pp. 150-160, 172, 179-180 et 196-200.

³⁵ SANTSCHI, *Stumpf*, p. 175. Voici le texte de Stumpf concernant l'abbé Sostion: «Bartolomeus Sostionis dessen allererst degacht worden / ein mann einer gar erbaren und freündtlichen gestalt / und demütig gegen den frömbden: welcher mir gar günstiglich alle obverzeichnete historien und Antiquiteten vom Closter S. Mauritzen / mitgeteilt hat auch besächen lassen die altiste Instrument / 2 c am 31. Augusti / An. 1544.»

A la fin juillet 1546, Sébastien Münster visite à son tour le Valais en vue de la deuxième édition de sa *Cosmographie* parue en 1544. Münster (1489-1552), ancien cordelier, excellent hébraïsant, enseigne l'hébreu, la théologie et les mathématiques à l'Université de Bâle ³⁶. Il est l'auteur de la première édition allemande de la bible hébraïque (*Biblia Hebraica*) publiée en 1534-35 avec une traduction latine et des notes. Mais son ouvrage le plus important est sa *Cosmographie*, une description géographique du monde, qui aura jusqu'en 1650 vingt-sept éditions allemandes, huit latines, trois françaises, trois italiennes, quatre anglaises et une bohémienne ³⁷.

La bibliothèque de l'Abbaye possède une édition française de l'ouvrage de Münster qui parle de Saint-Maurice aux pages 362 à 364 et 372. On y apprend que le savant cosmographe a été reçu par l'abbé «Bartholomy Sostionis» qui lui a montré des documents anciens concernant l'histoire de l'Abbaye ³⁸. Cependant sa documentation est due principalement à Jean Kalbermatten, de Sion, neveu de l'évêque Adrien I de Riedmatten. Il remercie ces deux personnes dans l'introduction du chapitre sur le Valais ³⁹.

Dans les années 1540, le goût de la description géographique et historique prend le pas sur les dissensions religieuses. Preuve en est l'accueil chaleureux réservé par l'évêque de Sion et l'abbé de Saint-Maurice à ces savants historiographes et géographes de confession protestante. Il ne faut certainement y voir qu'une collaboration à l'oeuvre scientifique de deux érudits de Suisse alémanique, qui, pour ne pas entrer dans des considérations religieuses, ne s'intéressent, par exemple, qu'au passé du diocèse de Sion ou de l'abbaye de Saint-Maurice. La parfaite orthodoxie des hôtes et des collaborateurs de ces humanistes n'est pas à mettre en doute: Jean Miles, mis à contribution par Stumpf, se montrera un vaillant défenseur de la foi catholique en Valais.

³⁶ Cf. V. HANTZSCH, *Sebastian Münster, Leben, Werke, wissenschaftliche Bedeutung*, Leipzig, 1898. Voir encore GATTLEN, pp. 97-152.

³⁷ La première édition par E. Petri parut à Bâle en 1544 sous le titre: «*Cosmographia. Beschreibung aller Lender durch Sebastian Münster in welcher begreifen aller Völcker, Herrschaften, Stetten... fürnemlich teütscher Nation.*» Selon GATTLEN, pp. 103-104, la première édition française, parue en 1552, dépend de l'édition latine de 1550 qui dépend elle-même de l'édition allemande de la même année. Pour l'inventaire des éditions, voir GATTLEN, p. 98.

³⁸ Cf. p. 364 de l'édition de la bibliothèque de l'Abbaye de la *Cosmographie* de Münster. A. Gattlen a publié dans son article le texte allemand des passages de la *Cosmographie* concernant le Valais selon les premières éditions.

³⁹ Cf. GATTLEN, pp. 104-105. Pour la correspondance de Münster au sujet de la description du Valais, voir *Briefe Sebastian Münsters, Lateinisch und Deutsch*, éditées par K.H. BURMEISTER, Ingelheim am Rhein, 1964, pp. 75-82.

Trente ans de vie dans les paroisses, les prieurés et les seigneuries de l'Abbaye

Les faits marquants de l'administration temporelle de l'abbé Sostion sont si importants qu'ils seront étudiés dans les paragraphes suivants. Il s'agit d'abord de la réformation des seigneuries abbatiales du Gouvernement d'Aigle (1526-1529) sur lesquelles l'abbé devra reconnaître la suzeraineté bernoise dès 1532⁴⁰. Les conquêtes bernoise et valaisanne de 1536, lourdes de conséquences pour l'Abbaye, feront elles aussi l'objet d'une étude détaillée⁴¹.

Dans le domaine spirituel, deux interventions de Barthélemy Sostion retiendront notre attention: la prise de possession de la cure de Beaufort et la restauration de la discipline dans le prieuré de Senlis.

A la suite d'un accord passé en 1507 avec le duc de Savoie, la cure de Beaufort en Tarentaise fut incorporée à l'Abbaye par le pape Jules II en 1513⁴². Mais jusqu'en 1521, elle ne put jouir de cet important bénéfice. A peine élu, l'abbé Barthélemy met tout en oeuvre pour entrer en possession de la cure. Le 16 mars 1521, deux procureurs de l'Abbaye, les chanoines Pierre d'Illens et Jean Legery, sont officiellement investis de la cure par le châtelain de Beaufort, grâce aux lettres patentes du duc Charles de Savoie. Pierre d'Illens célèbre ensuite les offices paroissiaux et amodie la cure Saint-Maxime de Beaufort à deux prêtres de la ville; cela pour la rente annuelle de trois cents florins; de cette somme seront déduits les frais de réparation des bâtiments de la cure. Dès lors s'instaure la coutume selon laquelle, au terme de chaque période de trois ans, les paroissiens de Beaufort présentent à l'abbé un vicaire pour administrer et prendre à ferme la cure.

Trois circonstances illustrent la sollicitude de l'abbé Sostion pour les prieurés dont il est directement responsable. En 1526, il supprime la permission accordée à un chanoine de Semur de manger dans sa chambre, car cette faveur nuisait à la charité fraternelle et au bon ordre⁴³. En 1533, il adresse un mandement aux chanoines de Semur et Senlis «contenant certains articles à réformer soit dans la célébration des offices divins, soit dans l'habillement et conversation avec les personnes du sexe»⁴⁴.

Le prieuré de Senlis vit des années difficiles entre 1521 et 1554⁴⁵. Dès 1521, deux religieux se disputent le prieuré: l'élu des chanoines et un bénédictin qui en avait obtenu la provision en cour de Rome. L'affaire est portée devant le Parlement de Paris qui ordonne à l'abbé de Saint-Maurice de réformer le

⁴⁰ Cf. 1^{re} partie, dans *Ann. val.*, NS 62 (1987) pp. 129-132.

⁴¹ Il est utile de noter qu'en 1536, le village d'Arbignon (Collonges) où l'Abbaye possédait le droit de dime est recouvert par un immense éboulement de rochers qui barre le Rhône en face d'Evionnaz et crée une inondation. Voir à ce sujet MICHELET, pp. 104-105 et *WLA* II, pp. 117 e, 120 d, 125 j, 126-127 c-g, 131 i, 136 j.

⁴² Pour toute cette affaire, voir Charles II, 769-771 (53/1/2-7). Voir encore les difficultés qui s'élèveront dès 1552, dans 3^e partie, La vie dans les dépendances, dans *Ann. val.* 1989.

⁴³ Cf. Charles II, 853 (58/1/31).

⁴⁴ Charles II, 853, commentaire du document cité encore Charles II, 988 et classé Charles II, 874 (59/2/7).

⁴⁵ Pour toutes ces difficultés voir Charles II, 872-875 (59/2/2-12).

prieuré, faute de quoi l'évêque de Senlis y suppléera. Le gouvernement provisoire est confié à deux religieux pour le spirituel et à deux laïcs pour le temporel. Trois ans plus tard, l'évêque visite le prieuré en présence de deux chanoines de Saint-Maurice et publie des statuts obligeant notamment les chanoines à porter un habit blanc. Après un recours, le Parlement parisien ordonne, en 1525, d'observer les statuts de l'évêque, faisant une réserve quant à l'habit. L'enquête qui s'ensuit conclut que les chanoines de Senlis doivent porter «l'habit des chanoines de Saint-Maurice qui constamment consiste dans une soutane noire et une bande blanche par dessus, avec un surplis et un chaperon rouge quand ils sont dans l'église»⁴⁶. Afin de rétablir l'ordre, l'abbé délègue en 1527 ses pouvoirs au prieur de Semur⁴⁷ qui publie des statuts ordonnant aux chanoines de ne pas sortir du prieuré sans porter un long froc de toile blanche par dessus leur habit canonial.

En août 1532, dans une lettre à l'abbé Sostion, des religieux de Senlis se plaignent des conséquences du procès toujours en cours entre les deux prieurs concurrents. Ils ajoutent avoir été obligés par l'évêque du lieu et par le Parlement de Paris de changer d'habit et de chant. En septembre de la même année, un prieur légitime est enfin nommé par Rome: Lambert Hotman, chanoine de Saint-Victor de Paris. Cela n'arrange pas la situation, car ce nouveau supérieur va tenter d'arracher son prieuré de la mouvance agaunoise pour le rattacher à la congrégation victorine. L'abbé, soutenu par le prieur de Semur et par LL.EE. du Valais, tente vainement de soumettre Lambert Hotman à ses décisions et d'enlever à l'évêque de Senlis le droit de visite qu'il s'était arrogé, violant les clauses de l'acte de fondation du prieuré. Les chanoines eux-mêmes de Senlis n'acceptent pas les manoeuvres de leur prieur. Ce n'est qu'après plus de vingt ans de difficultés et de procès que le calme est rétabli, lorsqu'en 1554 Jean Hotman succède à son homonyme. Le nouveau prieur se soumet alors entièrement aux décisions de l'abbé, réintroduisant par exemple l'habit des chanoines⁴⁸. Il accepte encore de se faire représenter à Saint-Maurice pour faire obédience à l'abbé et en recevoir la confirmation de sa nomination. C'est donc finalement l'abbé Miles qui réussit à rétablir l'ordre à Senlis, bénéficiant des trente ans d'efforts de son prédécesseur.

⁴⁶ Charles II, 872 (59/2/4).

⁴⁷ Ce prieur de Semur s'appelle Jean Chardonnet. S'agit-il du chanoine de Saint-Maurice du même nom qui est cité de 1534 à 1537 vicaire général du prévôt du Grand-Saint-Bernard? (cf. QUAGLIA, p. 205).

⁴⁸ Le fait que l'évêque de Senlis tienne à imposer un habit blanc aux chanoines du prieuré provient peut-être de ce que cet évêque est dominicain. Il s'agit de Guillaume Petit (Parvi, Parvus, Parvy) (1470-1536), dominicain, docteur en théologie en 1502, prieur d'Evreux (1506) et de Blois (1508) et évêque de Troyes (1518) puis de Senlis de 1527 à sa mort (cf. FARGE, pp. 367-373). A-t-il voulu imposer l'habit de son ordre aux chanoines réguliers de Senlis?

L'Abbaye et la Réforme dans le Gouvernement d'Aigle

La réformation de la Suisse romande est, pour sa plus grande partie, l'oeuvre de la ville de Berne où l'influence de Luther et de Zwingli se fait sentir dès 1522⁴⁹. Le 15 juin de l'année suivante, les novateurs obtiennent la promulgation du premier Edit de la Réformation: tout en restant catholique, Berne permet de prêcher librement en conformité avec les Ecritures. Les conservateurs obtiennent un succès passager lorsque paraît le quatrième Edit du 21 mai 1526. L'année suivante ont lieu les élections au Gouvernement. Le succès des novateurs leur permet la promulgation, en mai, d'un cinquième Edit. Dès lors, une dispute qui devrait apporter la décision finale s'impose fortement. Elle aura lieu du 6 au 26 janvier 1528 et verra le triomphe des défenseurs de la doctrine évangélique. La promulgation de l'Edit de Réformation pour le territoire bernois (7 février 1528) en est la conséquence immédiate⁵⁰.

L'abbaye de Saint-Maurice est, dès novembre 1526, concernée par la Réforme, puisque c'est à ce moment-là que Farel s'installe à Aigle et commence sa prédication qui, si elle ne réussit pas à convaincre la majorité de la population des Quatre Mandements, facilitera l'acceptation de l'Edit de Réformation de 1528.

Après avoir décrit les événements qui précèdent et accompagnent l'acceptation de la Réforme dans le Gouvernement d'Aigle (1526-1529), nous concluons en analysant les conséquences pour l'Abbaye et son attitude envers le changement de religion d'une bonne partie de ses sujets. La réformation d'autres dépendances de l'Abbaye, liée à la conquête bernoise de 1536, sera étudiée dans le paragraphe suivant.

Farel, agent de l'Evangile à Aigle (1526-1528)

Etat religieux du Gouvernement d'Aigle en 1526

Les Quatre Mandements d'Aigle, Ollon, Bex et Les Ormonts, qui vont subir directement l'influence de Farel, sont depuis 1476 propriété de la Ville et République de Berne qui y exerce son autorité par un gouverneur résidant au château d'Aigle⁵¹. La ville de l'Aar respecte cependant les droits seigneuriaux de l'abbé de Saint-Maurice à Gryon et Lavey⁵². Dès 1525, le gouverneur d'Aigle est Jacques de Rovéréa à qui succède, en juillet 1528, Jean-Rodolphe Naegeli,

⁴⁹ Nous suivons pour ce paragraphe sur la Réforme à Berne, E. DUBUIS, «De la Réformation de Zurich à celle de Berne», dans *Actes de la Réformation, Berne 1528-1532*, Berne, 1978, pp. 1-39. Cet ouvrage contient la traduction française des dix thèses de la dispute de Berne, de l'Edit de Réformation pour le territoire bernois (1528) et des Actes du Synode de Berne (1532).

⁵⁰ L.-E. ROULET a montré combien l'acceptation de la Réforme à Berne signifiait pour elle un risque considérable et était contraire à ses intérêts politiques: «la Réforme bernoise est d'abord un acte de foi, une quête de vérité, un élan irrationnel qui fait fi des données fondamentales de l'environnement historique» (ROULET, p. 103).

⁵¹ L'information pour ce chapitre est tirée de FAREL, pp. 173-174 et de DUPONT LACHENAL, *Monthey*, pp. 80-86, ce dernier article étant précieux pour ses notices biographiques très bien documentées.

⁵² Cf. 1^{re} partie, dans *Ann. val.*, NS 62 (1987) pp. 129-131.

chaud partisan de la Réforme. De Rovéréa, souvent absent, se fait remplacer par ses lieutenants Jean de Bex et Félix de Diesbach, tous deux mal disposés à l'égard des prédicants.

Du point de vue spirituel, le Gouvernement d'Aigle relève de la juridiction de l'évêque de Sion à l'exception de la paroisse de Lavey, de la chapelle de Gryon et du prieuré Saint-Maurice d'Aigle où l'abbé de Saint-Maurice, comme il a été montré plus haut ⁵³, exerce une juridiction quasi-épiscopale.

Les différents bénéfices ecclésiastiques des Quatre Mandements sont accaparés par des dignitaires de l'Eglise. Ainsi Nicolas de Diesbach, déjà prévôt de Soleure, prieur de Grandson et de Vauluse (Franche-Comté) puis chanoine de Neuchâtel et coadjuteur de l'évêque de Bâle, cumule les cures de Bex et d'Aigle. Jean Grand, chanoine de Neuchâtel, est curé titulaire des Ormonts, comme l'est Jean Biolley à Ollon. Ces quatre paroisses sont donc desservies par des vicaires amodiataires ⁵⁴.

Ailleurs dans le Gouvernement, la cure de Noville est desservie régulièrement par Pierre Leyderi. Le curé de Chessel et le chapelain de Gryon sont inconnus ⁵⁵ tout comme le recteur de Notre-Dame-sous-le-Bourg à Saint-Maurice qui est par là même curé de Lavey ⁵⁶.

A Aigle, le prieuré Saint-Maurice suscite la convoitise de Rodolphe Boverly, mais c'est finalement Pierre de Graffenried, âgé de 19 ans, qui en sera investi lorsque Pierre d'Illens, chanoine sacristain de Saint-Maurice, résignera ce bénéfice en sa faveur le 7 novembre 1526 ⁵⁷. Il est intéressant de noter encore

⁵³ Cf. 1^{re} partie, dans *Ann. val.*, NS 62 (1987) pp. 120-121.

⁵⁴ Il s'agit de Guillaume Orsinetti à Aigle, Jean Quiquiti à Ollon, Jacques Colombi à Bex et Pierre Goliosi aux Ormonts. Cf. FAREL, p. 182 et DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 84 note 47. Il ne faut toutefois pas trop accabler ces curés pour qui on s'est étonné du cumul de tant de fonctions. «Peut-être serait-on moins sévère en considérant qu'il y avait plus de concentration de titres honorifiques que de fonctions réelles, et qu'on cherchait par ce moyen à rassembler les ressources nécessaires à l'entretien, plutôt qu'au faste, de ces ecclésiastiques qui remplissaient de lourdes responsabilités à Sion, Lausanne ou Bâle. Lorsque Bâle passa à la Réforme, Nicolas de Diesbach se retira à Besançon où il mourut, en y laissant la réputation d'un saint. Sans doute les épreuves avaient-elles contribué à cet avancement spirituel» (DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 81 note 34).

⁵⁵ BONZON, V, p. 8, rapporte la tradition selon laquelle le premier pasteur de Gryon, Antoine Galtier, en aurait été le dernier curé. Cette opinion se fonde sur l'inscription que porte une ancienne bible de Gryon. Antoine Galtier aurait possédé une maison que sa femme vendit en quittant le village après son veuvage. Il serait possible qu'avant de loger dans sa cure, Galtier ait déjà habité dans sa maison. Comme rien ne peut justifier la présence d'un ecclésiastique à Gryon avant 1539 (création de la paroisse réformée de Gryon), on en déduit qu'il y a été curé et n'aurait pas quitté le village lors de la Réforme. Il semble que cette hypothèse soit à écarter, car la cure devait certainement exister déjà avant la Réforme, permettant le logement du recteur de la chapelle. Il faut donc conclure avec Bonzon: «Ceci n'est qu'une supposition qui tend à expliquer la légende. Elle n'a pas de fondement historique sûr».

⁵⁶ De 1508 à 1527, Amédée de Carro est cité curé de Lavey. La prochaine mention d'un curé de Lavey est celle d'Amédée Grandis en 1539. Il est impossible de dire s'il a succédé directement à de Carro en 1527. Cf. Charles II, 916 (63/1/16-19).

⁵⁷ Cf. FAREL, p. 173 et Charles II, 692 (47/3/36).

que «MM. de Berne ont l'œil sur ces prébendes, ils surveillent la collation des bénéfices et protègent leurs ressortissants jusqu'en cour de Rome contre les intrigues des courtisans»⁵⁸.

L'activité de Farel

Dans la ville d'Aigle, il existe en 1526 un petit groupe de personnes favorables aux idées nouvelles, animé par le notaire Hugues de Loës. Sans influence jusqu'alors, le parti des évangéliques prendra beaucoup d'importance au mois de novembre lorsqu'un ardent missionnaire s'installera parmi eux. Derrière le pseudonyme d'Ursinus⁵⁹, se cache Guillaume Farel (1489-1565) né à Gap en Dauphiné. Après avoir étudié à Paris sous l'influence, entre autres, de Lefèvre d'Etaples, il se convertit et travaille au service de l'évêque Briçonnet de Meaux, puis à Bâle, Montbéliard, Strasbourg pour arriver finalement en automne 1526 à Berne. On lui conseille alors, à l'insu du Conseil de la ville, de s'installer à Aigle, où un poste de maître d'école lui permet de vivre et de détourner la vigilance ecclésiastique⁶⁰.

Le 30 novembre, Farel y prêche pour la première fois. Le gouverneur, absent à ce moment, lui permettra à son retour, de prêcher «la pure, claire et nette Parole et doctrine de Dieu, d'après le Nouveau et l'Ancien Testament (...) sans rien dire contre les sacrements»⁶¹. L'activité de ce fougueux méridional dont l'impétuosité est tempérée par ses amis Bucer, Zwingli et Oecolampade⁶², n'échappe pas à l'évêque élu de Sion qui, en février 1527, publie un mandement «contre aucuns prégeurs vagans, qui prégent sans commission de lui et licence des curés et vicaires parochials»⁶³. Les vicaires qui auront osé publier cet acte d'un prince étranger sont mis à l'amende par Berne qui ordonne en même temps (22 février) de faire cesser les prédications de Farel qui n'est pas prêtre. Si le vicaire d'Aigle est incapable de prêcher, il faut le remplacer⁶⁴.

Mais le 8 mars 1527, Berne où les évangélistes triomphent, permet à Farel, désigné pour la première fois par son nom, de prêcher librement jusqu'à ce que le curé d'Aigle ait trouvé un vicaire capable⁶⁵. Les prêtres et les syndics des Quatre Mandements s'opposent au mandat accordé à Farel. Mais le 3 juillet, Berne renouvelle son soutien au prédicateur dauphinois⁶⁶ qui est désormais

⁵⁸ FAREL, p. 174. Voir aussi *Aktensammlung*, nn. 520, 610, 777, 1085, les intrigues de Boveri et la réaction de Berne pour protéger d'Illens puis de Graffenried. Il s'agit du même Boveri qui prétendra à Rome avoir été élu abbé de Saint-Maurice en place de Jean Miles (1550).

⁵⁹ Pour l'origine de ce pseudonyme, voir FAREL, p. 174 note 6.

⁶⁰ Cf. FAREL, pp. 174-175 et VUILLEUMIER, p. 35.

⁶¹ HERMINJARD II, p. 23, n. 198.

⁶² Cf. FAREL, p. 175.

⁶³ HERMINJARD II, p. 14, n. 195. Ce mandement est cité dans une lettre du Sénat de Berne à Jean de Bex datée du 22 février 1527.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ Cette volte-face de Berne s'explique par une poussée anti-catholique qui aboutira en mai à la victoire du parti évangélique aux élections. Et le 27 du même mois le Conseil bernois remet en vigueur l'Edit de 1523 qui permettait la libre prédication en conformité avec les Ecritures. Cf. VUILLEUMIER, p. 38 et FAREL, p. 176.

⁶⁶ Cf. VUILLEUMIER, pp. 38-39 et FAREL, p. 176.

libre de monter sur toutes les chaires du Gouvernement d'Aigle. Il a cependant du temps pour préparer la Dispute de Berne dont il est chargé de la partie française⁶⁷. Les prêtres des Quatre Mandements arrivent à Berne après l'ouverture des débats (6 au 26 janvier 1528) et désirent repartir tout de suite, car ils ignorent l'allemand. On les oblige à rester jusqu'au 26 janvier pour la «Discussion Welche», en latin, dont les Actes sont aujourd'hui introuvables. Ces prêtres, dont Farel avait signalé à Berne les bonnes dispositions pour la Parole⁶⁸, refusent de souscrire aux dix thèses et font une vigoureuse déclaration de fidélité, témoignant de leur ferme volonté de «persister dans la sainte foi catholique dans laquelle, disent-ils, nos prédécesseurs ont vécu depuis mille ans en deçà et au delà (des monts) et qui a été approuvée par les conciles généraux de toute la chrétienté»⁶⁹.

Farel va donc se heurter à une forte résistance, cela d'autant plus que pendant son absence d'Aigle la résistance s'est organisée, réagissant par exemple contre un début d'iconoclasme et des menaces envers l'Eucharistie. A son retour, Farel est mal accueilli, bien qu'il soit accompagné d'un huissier bernois et muni de deux lettres patentes d'accréditation comme prêcheur de l'Evangile dans les Quatre Mandements. Les gens d'Aigle le ridiculisent, on bat du tambour ou on sonne les cloches lorsqu'il parle, on fait courir de faux bruits à son sujet. Berne réagit sèchement, imposant à ses officiers du Gouvernement d'Aigle de protéger Farel afin qu'il puisse prêcher librement partout⁷⁰.

• La réformation du Gouvernement d'Aigle

L'Edit de Réformation pour les bailliages de la campagne est publié le 7 février 1528, comme conclusion logique de la Dispute de Berne. Les choses vont dès alors aller plus vite que ce que le souverain n'aurait osé espérer. Lorsque, le 14 mars, les commissaires bernois arrivent dans le Gouvernement d'Aigle pour y présider le vote des paroisses, Bex (fin février), Aigle (2 mars) et Ollon (2 mars) ont déjà accepté la suppression de la messe, mais sans enthousiasme. Le 1^{er} avril, les Mandements requièrent de l'autorité bernoise de pouvoir maintenir le culte catholique à Chessel et à Noville et de le rétablir dans les autres paroisses. Berne repousse énergiquement cette requête: Chessel et Noville doivent se «faire conformes» le plus tôt possible. Sauf aux Ormonts, où il faudra temporiser jusqu'en janvier 1529, tous les villages des Quatre Mandements ont donc officiellement accepté la Réforme au printemps 1528⁷¹.

⁶⁷ Il est encore chargé de la traduction en français de l'invitation à la Dispute et des six thèses soumises aux théologiens. Sur la Dispute, voir VUILLEUMIER, pp. 41-42 et FAREL, pp. 178-183.

⁶⁸ Cf. HERMINJARD II, p. 63, n. 209.

⁶⁹ FAREL, p. 182. Il s'agit de la traduction du document édité par HERMINJARD II, p. 482 (addition à HERMINJARD II, p. 63 note 5, n. 209) et *Aktensammlung*, n. 1496. L'expression «en deçà et en delà» (citra et ultra) est lue de plusieurs manières tout comme le nom des prêtres signataires. Selon FAREL, p. 182 il s'agit de Petrus Lederii, curé de Noville; Guiliermus Orsineti, vicaire d'Aigle; Johannes Quiquoti, vicaire d'Ollon; Jacobus Colombi, vicaire de Bex et Petrus Gogliosi, vicaire des Ormonts.

⁷⁰ Cf. VUILLEUMIER, pp. 42-43 et FAREL, pp. 183-184.

⁷¹ Cf. FAREL, pp. 183-184 et VUILLEUMIER, p. 42-44.

Berne se voit dès lors obligée de régler la question des biens ecclésiastiques. Les ornements d'église sont attribués au Gouvernement, les «idoles» brûlées et non pas vendues. Les dîmes et autres rentes continueront d'être payées mais elles sont assignées à l'entretien des écoles et au traitement des pasteurs. Ceux-ci se voient attribuer les revenus libérés par la destitution de leurs titulaires catholiques. A Aigle et à Bex, les pasteurs auront cependant le choix entre le produit total de la cure, à charge de le percevoir, et un traitement annuel de deux cents florins en plus de la jouissance du presbytère. Les prédicateurs choisissent ce dernier parti⁷². Dès fin mars, Berne confie à Farel la charge d'organiser l'Eglise, le culte, la liturgie⁷³ et la catéchèse. Véritable «évêque» d'Aigle, le réformateur est responsable de la nomination des pasteurs dans les Quatre Mandements⁷⁴.

Officiellement réformés, ces Mandements vont résister encore longtemps à la pression bernoise qui, pourtant, prend toutes les mesures possibles pour affermir la foi nouvelle. Les curés et vicaires sont privés de leurs bénéfices en mai. En juillet, un nouveau gouverneur, Jean-Rodolphe Naegeli, chaud partisan de la Réforme, remplace Jacques de Rovéréa décédé en Italie. Le lieutenant baillival Félix de Diesbach, jugé trop conservateur, est suspendu de ses fonctions. De plus, de lourdes amendes frappent les récalcitrants⁷⁵.

La forte minorité de ceux qui ont refusé de suivre le mouvement réformateur n'est pas prête à désarmer, et il faudra encore de longs mois de travail persévérant jusqu'en 1530 pour que Farel, estimant l'évangélisation achevée, puisse enfin quitter sa mission d'Aigle. D'où vient la résistance? R. Centlivres propose une ébauche de réponse: «Peut-être deux partis d'égale importance se disputaient-ils la direction des affaires paroissiales. Peut-être la première décision avait-elle été prise hâtivement, par crainte du magistrat, sans que l'on sût exactement à quoi l'on s'engageait? En outre, on doit supposer une active propagande de la part de prêtres envoyés peut-être de Saint-Maurice et de Sion»⁷⁶. Cette dernière hypothèse qui concerne directement l'Abbaye n'est malheureusement ni confirmée ni infirmée par aucun indice. Il est plutôt probable que les chanoines, vassaux de la République bernoise, n'aient pas voulu ni osé s'opposer aux intérêts de leur suzerain qui n'aurait pas manqué de leur infliger des mesures de représailles.

Voyons de plus près, village après village, les événements qui accompagnent la réformation en tant qu'ils concernent l'Abbaye.

⁷² Cf. FAREL, pp. 185-186. Cette opinion étant partagée (cf. VUILLEUMIER, p. 47), nous suivons ici FAREL, p. 186.

⁷³ Cf. H. VUILLEUMIER, «La plus ancienne liturgie en usage dans les bailliages bernois du Pays de Vaud», *Revue de théologie et de philosophie* XXVIII (1895) pp. 495-500.

⁷⁴ Cf. FAREL, pp. 186-187. Pour l'expression «évêque d'Aigle», voir ci-après la note 102.

⁷⁵ Cf. FAREL, p. 185.

⁷⁶ FAREL, p. 185. R. Centlivres est l'auteur du paragraphe intitulé : «La Réformation des Quatre Mandements: Farel, <évêque> d'Aigle et ses tentatives d'évangélisation à Lausanne (février 1528 à janvier 1530)», dans FAREL, pp. 183-190.

La population d'Aigle se prononce pour la Réforme le 2 mars 1528, soit un mois après le retour de Farel de Berne. Le 5 mars, le Conseil d'Aigle décide de supprimer la messe et de faire emporter les images au prieuré⁷⁷. Le 22 suivant, tous les hommes des Mandements depuis l'âge de 14 ans sont convoqués à une assemblée où les commissaires bernois renouvellent leurs ordres formels⁷⁸. Cela n'empêche pas le vicaire Orsinier de refuser de donner la clef de la cure, avant qu'il ne soit, comme son curé, destitué de ses fonctions le 22 mai. Le pasteur Farel est alors mis en possession de la cure dont les biens seront amodiés au mois de septembre à la famille de Diesbach, à la condition qu'elle livre annuellement deux cents florins à Farel⁷⁹. A la fin janvier 1530, celui-ci sera appelé à Morat, Berne estimant la conversion d'Aigle terminée⁸⁰.

L'église du prieuré Saint-Maurice, située dans le quartier du cloître, deviendra la paroissiale protestante⁸¹ et la chapelle Saint-Pierre dont le bénéfice est attribué à un diacre enseignant, abritera le collège latin fondé par Farel en décembre 1529⁸².

A Ollon, où se trouve la maison abbatiale de Salaz, la population s'oppose violemment à Farel dès mars 1527: on roule du tambour devant l'église, on renverse la chaire du prédicateur que toute la population, y compris les autorités et les femmes, chasse du village. Réunis en assemblée au mois de juillet, les gens d'Ollon s'opposent à un édit bernois protégeant Farel, publié peu auparavant⁸³.

Les hostilités reprennent en 1528 lorsque, le 2 mars, la messe est supprimée. Le curé Jean Bjolley célèbre clandestinement l'eucharistie de Pâques, soutenu par la population. Celle-ci, excitée contre Farel, le roue plusieurs fois de coups. Les amendes infligées par le Conseil de Berne feront cesser l'opposition ouverte⁸⁴.

Le vicaire Quiquiti aurait d'abord accepté de prêcher la Réforme, mais Farel l'ayant jugé trop attaché aux vieilles doctrines, Quiquiti se serait enfui pour s'installer à Collombey. Le premier pasteur sera Claude Deodatus, ancien prédicateur à Bex⁸⁵.

La paroisse de Bex, sur le territoire de laquelle se trouve le rectorat de Gryon, est la première à accepter la Réforme à la fin février 1528. La minorité sera cependant très récalcitrante, menaçant en avril l'huissier chargé de détruire les images. Le vicaire Colombi prêche encore en mai et le châtelain lui-même

⁷⁷ Cf. HERMINJARD II, p. 111, note 3, n. 222. Qu'est-ce que cela signifie? A-t-on utilisé le prieuré comme dépôt pour les images, ou bien est-ce que l'on a provisoirement protégé le prieuré de l'iconoclasme comme le prétend KRAEGE, p. 9?

⁷⁸ Cf. DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 86 et FAREL, p. 184 note 5.

⁷⁹ Cf. FAREL, pp. 185-186 et HERMINJARD II, p. 137, n. 235.

⁸⁰ Simon Robert, d'abord pasteur de Bex, le remplacera à Aigle. Cf. HERMINJARD II, p. 231 note 5, n. 281 et p. 454 note 22, n. 393 et encore VUILLEUMIER, p. 46.

⁸¹ Cf. DHV I, p. 41-42. L'ancienne paroissiale Saint-Jacques abritera de 1836 à 1866 le culte catholique rétabli à Aigle puis deviendra l'église de la communauté protestante allemande.

⁸² Cf. KRAEGE, p. 7.

⁸³ Cf. DHV I, p. 343 et DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 83-84.

⁸⁴ Cf. FAREL, p. 185.

⁸⁵ Cf. FAREL, p. 186 et DUPONT LACHENAL, p. 90 note 78. Voir aussi HERMINJARD II, p. 135 note 1, n. 234 et HERMINJARD II, p. 141 note 2, n. 238.

n'accepte pas le prédicant envoyé par Farel. On refuse ensuite d'écouter le pasteur Simon Robert installé à la place du curé et du vicaire destitués le 15 mai; il devra même s'absenter de Bex en automne 1528⁸⁶. Le contrat de vente, signé en 1533, des ornements et vases sacrés de l'église, stipule que l'acheteur doit les garder et en rendre compte, ce qui fait dire à M. Reymond: «Les gens de Bex avaient ainsi gardé l'espoir de pouvoir encore, dans l'avenir, arborer le gonfalon de saint Clément, leur patron»⁸⁷.

Le village de *Gryon*, dans le Mandement et la paroisse de Bex, constitue un rectorat de la juridiction quasi-épiscopale de l'abbé de Saint-Maurice. H. Vuilleumier est embarrassé pour décrire la réformation de Gryon. «C'était, dit-il, l'abbé de Saint-Maurice qui, sous la suzeraineté de Berne, y exerçait tous les droits seigneuriaux et en nommait le curé. C'est ce qui explique que les MM. de Berne se soient tenus d'abord sur la réserve et que les documents où nous avons puisé nos renseignements pour l'histoire de la Réforme dans cette partie du pays gardent sur cette paroisse un profond silence. La Réforme cependant y pénétra. Quand et comment, nous l'ignorons»⁸⁸. Certainement récalcitrants eux aussi, les gens de Gryon sauvèrent ce qu'ils purent: le crucifix de la chapelle est apporté à l'abbaye de Saint-Maurice et une statue de saint Jean est mise en sécurité à l'église de Massongex⁸⁹.

En décembre 1529, le Conseil de Berne ordonne qu'un prédicateur doit se rendre une fois par semaine à Gryon pour le catéchisme. Pour le culte dominical, les habitants de Gryon se rendent avec ceux de Lavey et de Morcles à l'église de Bex⁹⁰.

Les renseignements au sujet des autres villages sont très fragmentaires. Jusqu'en 1528, *Lavey* est une paroisse dont l'église est la chapelle Notre-Dame-sous-le-Bourg à Saint-Maurice. Il semble que le «village adopte la Réforme déjà en 1529; il fit partie, dès lors, de la paroisse de Bex et contribua aux frais pour la sixième partie»⁹¹.

Les habitants du petit hameau de *Morcles*, de la paroisse catholique de Saint-Maurice, mais rattaché au Mandement de Bex, subissent eux aussi la pression bernoise. Le Conseil de Berne écrit le 7 février 1529 au bailli d'Aigle: «Nous avons été informés que nos gens de Mortelle (Morcles) continuent à aller entendre la messe à Saint-Maurice, ce que nous désapprouvons complètement.

⁸⁶ Cf. FAREL, pp. 185-187 et HERMINJARD II, p. 135 note 1, n. 234 ainsi que HERMINJARD II, p. 142, n. 239.

⁸⁷ M. REYMOND, «L'église de Bex», dans A. MILLOUD, *Histoire de Bex*, t. 1, Bex, 1910, p. XXX. Nous ne savons pas sur quelle autorité s'appuie cet auteur pour affirmer, à la page XXIX, que le vicaire Colombi «paraît avoir été gagné plus tard à la Réforme, et, après avoir publié le dernier mandement de l'évêque de Sion contre les <prêcheurs vagants>, il fut prédicant à son tour». M. Reymond ajoute encore que le maître-autel de l'église de Bex «fut conservé et cédé plus tard à l'église de Troistorrents dans le Valais où on le voit encore» (ibidem).

⁸⁸ VUILLEUMIER, p. 51.

⁸⁹ Cf. DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 88 et A. DECOLLOGNY, «Sculptures médiévales vaudoises vénérées chez nos voisins», *RHV* 68 (1960) pp. 129-131 et encore le catalogue de l'exposition *Trésors d'art religieux en Pays de Vaud*, Lausanne, 1982, pp. 45, 50-51.

⁹⁰ Cf. FAREL, p. 188; *Aktensammlung*, n. 2670 et BONZON IV, pp. 8 et 13.

⁹¹ F. ISABEL, «Lavey», *Revue historique de Mandement de Bex* 1 (1967) p. 12.

Nous vous enjoignons par conséquent de leur ordonner qu'ils aient à s'abstenir de fréquenter la dite église et qu'ils aillent à Bex pour entendre prêcher la Parole de Dieu, faire baptiser leurs enfants et recevoir le sacrement de la Cène. Si l'un d'entre eux enfrenait cet ordre, vous lui feriez payer chaque fois une amende d'une couronne»⁹².

Les résistances tardives et la survivance de la foi catholique

Il est évident que la puissante administration bernoise n'empêcha pas les manifestations de sédition, comme à Morcles. Vuilleumier peut affirmer que «les vellétés de résistance se faisaient de plus en plus rares, et, dès la fin de l'année 1528, on n'entend plus parler d'injures ou de voies de fait dont les prédicants auraient à se plaindre»⁹³; il est obligé d'ajouter dans sa note 3: «Cependant, un nommé Gay fut condamné, le 2 janvier 1529, à une amende de 4 écus pour avoir donné un coup de poing à Farel». Mais les voies de fait ne sont pas les seules manifestations de résistance. Ainsi le Conseil de Berne intervient plusieurs fois en 1529 contre ceux qui vont entendre la messe et faire baptiser leurs enfants à Saint-Maurice, contre ceux qui s'obstinent à porter des chapelets et contre «aucuns d'entre vous soy meslent de disputer avecque les estraingiers et aussy les simples paysans à l'encontre de la vérité évangélique»⁹⁴.

Les comptes des gouverneurs d'Aigle mentionnent entre 1536 et 1576, dix-sept cas d'amendes pour des délits «religieux». Les motifs sont principalement la participation aux cérémonies catholiques de Saint-Maurice. Viennent ensuite le fait d'avoir baptisé un enfant à l'église catholique, d'avoir donné sa fille en mariage à un catholique ou encore le fait d'avoir «marié» (?) deux personnes en sa maison. Dès les années 1550, les cas se font plus rares: en 1561 ou 62, Jean Chabloz des Ormonts injurie le prédicant en chaire, et durant la période administrative 1575-76 une aubergiste d'Ollon paye cinq florins d'amende pour avoir possédé «un mauvais dieu», c'est-à-dire une image ou une statue sainte⁹⁵.

Les conséquences pour l'Abbaye

Deux questions principales se posent à nous: que deviennent les droits de présentation ou de collation possédés par l'abbé de Saint-Maurice dans le Gouvernement d'Aigle? Quel est le sort de ces bénéfices ecclésiastiques?

⁹² HERMINJARD II, p. 168, n. 253.

⁹³ VUILLEUMIER, p. 49.

⁹⁴ HERMINJARD II, p. 197, n. 261 (Lettre du Conseil de Berne aux sujets de la Seigneurie d'Aigle du 6 septembre 1529).

⁹⁵ Ces renseignements précis sont tirés de BERGUERAND, pp. 57-59.

Déjà attentif avant la Réforme à ce que les prébendes soient attribuées à des prêtres correspondant à ses vues⁹⁶, le Conseil de Berne s'attribue, par l'Edit de Réformation, un pouvoir absolu sur tout ce qui concerne les nominations, les bénéfices et en général les affaires ecclésiastiques.

Le pouvoir de l'évêque est abrogé. Ainsi «les doyens et camériers aussi qui ont prêté serment aux évêques doivent être dégagés de leurs serments et prêter serment à nous seuls»⁹⁷. Le «nous» désigne les Conseils de Berne qui promettent qu'avec «le temps, particulièrement à cause des faibles dans la foi, nous instituerons et nous vous remettrons des pasteurs qui vous édifieront et vous feront croître avec la Parole de Dieu»⁹⁸. Berne estime que les cens, dîmes, rentes et autres biens qui ont été donnés pour les messes ou offices abolis, doivent continuer à être payés, tout comme les bénéfices des curés. Cet argent sera dépensé «de telle façon que nous espérons être dans l'honneur et le droit devant Dieu et devant le monde (... mais aussi) afin que les pasteurs et prédicants soient pourvus du nécessaire et vivent honorablement»⁹⁹. Une clause particulière de l'Edit prévoit qu'«en ce qui concerne les cures adjointes aux couvents et fondations, nous ordonnons que les avoués de ces couvents et fondations, avec les régisseurs de ces cures fassent savoir exactement ce que rapporte chaque bénéfice de cure et ainsi de suite. Et qu'après on nous fasse rapport afin que les pasteurs et prédicants soient pourvus du nécessaire»¹⁰⁰.

La nomination des pasteurs

Comment sont donc appliquées, dans la réalité, les dispositions de l'Edit de Réformation? Berne s'attribue le pouvoir des évêques de nommer les titulaires des bénéfices ecclésiastiques. Ainsi, dès le mois de mai 1528, les curés et vicaires d'Aigle, Bex et Les Ormonts sont destitués au profit de «celui que vous sera de nostre part et par maistre Guillaume Farel, curé d'Allie (Aigle), envoyé, que iceluy recepvres et à lui obéissés, le entretenant honorablement, sans lennuyre ne oultraigé en sorte que soit, et le laissés pacifiquement jouyr et user de tous les biens qu'appartiennent à la dite cure, sans obstacle quel conque»¹⁰¹. Cette lettre du Conseil de Berne à la paroisse des Ormonts illustre l'attitude du souverain: Farel, «évêque d'Aigle»¹⁰², présente un pasteur que Berne nomme officiellement lui attribuant le bénéfice autrefois réservé au curé¹⁰³.

Mais sur un certain nombre de bénéfices, il existait des droits de présentation ou de patronage. Lorsque les patrons, par exemple le chapitre de Lausanne ou des maisons religieuses, sont sécularisés par la Réforme, leurs

⁹⁶ Cf. supra p. 96 et FAREL, p. 174 note 1; *Aktensammlung*, nn. 520, 606, 1085, 1086. HERMINJARD II, p. 7, n. 192, rapporte l'intervention de Berne en faveur de François Bonivard qui avait été dépouillé de son prieuré Saint-Victor à Genève.

⁹⁷ *Actes de la Réformation. Berne 1528-1532*, Berne, 1978, p. 31.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 36.

⁹⁹ *Ibidem*, pp. 38-39.

¹⁰⁰ *Ibidem*.

¹⁰¹ HERMINJARD II, pp. 144-145, n. 240.

¹⁰² L'expression est utilisée dans la titulature d'une lettre envoyée de Berne au réformateur: «Consul Senatusque Urbis Bernensis doctissimo viro magistro Guillelmo Farello, Aquileiensi Episcopo, Salutem» (HERMINJARD II, p. 230, n. 81).

¹⁰³ Voir pour les paroisses d'Aigle, Bex, Les Ormonts: HERMINJARD II, pp. 137-144, n. 235-239.

droits sont confisqués par Berne ¹⁰⁴. Mais lorsque le domicile des patrons n'est pas en terre bernoise, la situation se règle cas par cas. Vuilleumier affirme ainsi qu'avec l'abbaye de Saint-Maurice, «qui n'avait des droits de patronage que sur quelques églises du Gouvernement d'Aigle, Berne s'était entendue précédemment; elle lui avait reconnu tous les droits de seigneurie sur la commune de Gryon, moyennant qu'elle renoncât à ses droits de présentation aux cures vacantes» ¹⁰⁵.

De quel acte s'agit-il? Y eut-il vraiment un accord entre l'abbé et Berne à ce sujet? Il est difficile de répondre. Les droits sur Gryon sont clairement définis par un traité signé en 1512 déjà, où il n'est bien sûr pas question des conséquences de la Réforme ¹⁰⁶. Vuilleumier fait-il allusion à un autre document inconnu des archives de l'Abbaye? Cela est fort probable, à moins encore que cette reconnaissance par Berne ne fut qu'implicite, donc sans trace écrite ¹⁰⁷.

Toujours est-il que, de fait, les droits de nomination et de présentation que l'abbé possédait à Gryon, Ollon et Aigle furent confisqués par le Gouvernement bernois qui, après 1536, instaurera une nouvelle procédure de nomination. Lorsqu'un poste est vacant, un comité de pasteurs de la circonscription ecclésiastique ¹⁰⁸ accorde au prédicant candidat un certificat de capacité et une recommandation pour les ministres de Berne qui approuvent ce choix avant que le Sénat bernois ne confirme la nomination ¹⁰⁹. Une nouvelle hiérarchie ecclésiastique remplace donc celle de l'Eglise catholique, sans que les structures soient profondément modifiées.

L'attribution des bénéfices ecclésiastiques

L'Edit de Réformation avait prévu que les dîmes, cens, bénéfices ecclésiastiques doivent «rester en état» et servir au traitement des pasteurs et à l'entretien des écoles. A l'aide de trois exemples, nous allons voir que tel fut bien le cas dans les Quatre Mandements.

¹⁰⁴ Nous suivons ici VUILLEUMIER, pp. 270-283, considérant par anticipation la situation telle qu'elle sera après la dispute de Lausanne et la Réformation du Pays de Vaud (1536).

¹⁰⁵ VUILLEUMIER, p. 271.

¹⁰⁶ Cf. Charles I, 684 (38/1/10) et 1^{re} partie dans *Ann. val.* NS 62 (1987) pp. 129-131.

¹⁰⁷ La reconnaissance de l'abbé Sostion envers son suzerain bernois faite en 1532 pour tout ce que l'Abbaye possédait rièr le gouvernement d'Aigle ne fait pas non plus mention d'un accord au sujet des droits de patronage (cf. Charles I, 534 [29/2/5]). Cependant, un acte semble faire écho d'une telle disposition. Il s'agit des lettres d'investiture de l'abbé Miles du 2 juin 1550 (cf. Charles I, 545 [30/1/1]). Il y est dit que la ville de Berne accorde à l'abbé de pouvoir jouir de tous ses droits sur le Gouvernement d'Aigle à la condition de ne pas porter préjudice aux droits du souverain ni à «notre religion chrétienne et réformée, ni à présent, ni à l'avenir» («unserer christennlichen Religion und Reformation»). Ce document allemand sur parchemin scellé par Berne, par l'abbé et par le couvent (ce dernier sceau étant tombé), semble plutôt confirmer une pratique déjà vieille de plus de vingt ans, qu'introduire une nouvelle clause dont les termes très généraux peuvent être interprétés de plusieurs manières. Nous ne voyons donc pas à quel acte, si jamais il en a existé un, veut faire allusion Vuilleumier.

¹⁰⁸ Dès 1537, les Classes remplacent les anciens décanats catholiques vaudois et c'est donc un comité de pasteurs pris parmi tous les ministres exerçant leur ministère dans cette circonscription, qui hérite du droit de présentation. Cf. VUILLEUMIER, p. 271.

¹⁰⁹ Pour la procédure de nomination, voir VUILLEUMIER, pp. 280-283. Après 1545, le Sénat acceptera directement la présentation de la Classe, sans passer par les ministres bernois, à la condition que la «Vénérable Compagnie Académique de Lausanne» ait reconnu les candidats aptes au saint ministère.

En juin 1530, Berne écrit à son gouverneur d'Aigle lui ordonnant de communiquer à l'abbé de Saint-Maurice «que l'on veut prendre en propres mains le prieuré d'Aigle et employer dignement son revenu; mais on veut donner à l'abbé et au couvent la part qui lui revient (...). Il n'est en effet pas possible de laisser au prieur Graffenried l'administration du prieuré, mais on ne refusera pas à l'abbé les quatre fûts de vin qu'il doit recevoir chaque année»¹¹⁰. Cette rente de vin, due par le prieur d'Aigle, sera dès lors payée par le gouverneur, puisque les biens et les obligations du prieuré furent attribués au château¹¹¹.

Dès 1615, la maison rurale de Salaz avec toutes ses dîmes, cens et rentes sera amodiée par l'Abbaye pour vingt-neuf muids de céréales et huitante florins. Cependant, l'amodiatraire payera encore deux muids de froment et trente florins au ministre d'Ollon¹¹². Il s'agit certainement d'une rente due autrefois au curé du village, mais dont le pasteur hérite.

La création de la paroisse réformée de Gryon, rattachée jusqu'en 1539 à celle de Bex, permet de bien comprendre le système de rétribution des prédicants¹¹³. Dès 1529 le pasteur de Bex se rend chaque semaine à Gryon pour instruire la population. Peu satisfaits de cet arrangement, les villageois obtiennent au printemps 1539 que Berne leur accorde un prédicant, ce qui va de pair avec la création de la paroisse. Dans la requête adressée à Berne le 9 février 1539, les gens de Gryon demandent «estre faite la déclaration de salaire dudit pasteur, assavoir combien il devra prendre sur la cure de Bex outre le revenu de la chapelle Saint-Jean de Gryon»¹¹⁴. En effet, jusque-là Gryon contribuait pour la cinquième partie des frais de la paroisse de Bex¹¹⁵ qui devrait donc dès lors contribuer au traitement du nouveau pasteur. Il est transigé comme suit: les biens de la cure et de la chapelle sont donnés pour trois ans en amodiation au châtelain de Bex qui versera chaque année trois cents florins au pasteur de Bex et deux cents à celui de Gryon. Cependant en 1542 le châtelain Veillon n'offre plus que quatre cent dix florins pour renouveler l'amodiation dont le prix, suggéré par les gens de Gryon, s'est révélé trop haut par rapport au bénéfice retiré. Comme il n'y a pas d'autres clients, la proposition de Veillon est acceptée. Il reste alors à répartir le traitement des pasteurs. A la suite du procès entre les deux communautés qui ne veulent pas que leurs ministres soient lésés par la diminution de l'amodiation, le gouverneur tranche et «décide que les Gryonnais devront nourrir le ministre et fournir ce que le

¹¹⁰ EA 4, 1b, p. 670.

¹¹¹ Cf. Charles II, 692-693 (47/3/1-3).

¹¹² Cf. Charles II, 645 (44/2/1-5). La pension du ministre n'est mentionnée que pour les années 1615 à 1658.

¹¹³ Tout ce qui suit concernant la création de la paroisse réformée de Gryon est tiré de BONZON.

¹¹⁴ BONZON IV, p. 14.

¹¹⁵ Cf. BONZON V, pp. 11-12 et *DHV* I, p. 842. En 1529, les hommes de Gryon payent la cinquième partie des frais de réparation de l'église de Bex. En 1540, la nouvelle paroisse de Gryon demandera pour sa chapelle la cinquième partie des cloches de Bex. A la suite de difficultés, le gouverneur tranchera en ordonnant que la petite cloche de Bex soit remise aux gens de Gryon.

revenu de la cure est incapable de donner pour son entretien»¹¹⁶. Le gouverneur expliquera sa décision dans un rapport à Berne en disant: «Mais que l'on ne retire rien de Gryon où l'abbé de Saint-Maurice a tous les droits. Il faut l'exiger des paysans du lieu (...). Les gens de Gryon ont été jugés responsables de parfaire la somme»¹¹⁷.

Des quatre cent dix florins de l'amodiation, trois cents sont, comme avant, accordés au pasteur de Bex. Il ne reste plus que cent dix florins pour celui de Gryon. Afin que son traitement ne soit pas modifié, les villageois devront donc payer les nonante florins manquants. Ce dernier adresse cependant une plainte à Berne, estimant son salaire insuffisant. LL.EE. le contenteront en ordonnant au gouverneur d'Aigle de lui verser annuellement une subvention de vingt florins.

Nous connaissons donc très bien le traitement des pasteurs de Bex et Gryon dès 1539. Mais qu'en était-il auparavant?

Au mois d'août 1528 les prédicants de Bex et d'Aigle «eurent à choisir entre le revenu total des rentes de la cure, à charge de les percevoir, et la jouissance de la maison avec jardin et dépendances, plus un traitement annuel de deux cents florins. Les prédicateurs préférèrent le second parti»¹¹⁸. Cependant la première amodiation connue des biens de la cure de Bex ne date que de 1539, et nous ne pouvons rien affirmer sur ce qui se fit avant cette date. Il serait toutefois étonnant que le système ait changé à Bex, car, si c'était le cas, les modes de paiement auraient été différents à Aigle et à Bex, ce qui est peu probable. Nous savons en effet qu'«en septembre (1528), la cure d'Aigle fut amodiée aux Diesbach, sous condition qu'ils fourniraient une caution de deux cents florins pour le traitement du prédicant»¹¹⁹.

Nous pouvons ainsi conclure que dès 1528, les pasteurs, au moins ceux d'Aigle et de Bex, puis plus tard celui de Gryon, reçoivent un traitement qui est le prix de l'amodiation à des tiers, des biens de leur cure, amodiation dont le tarif varie selon la grandeur et la richesse de la paroisse. Ainsi les gens de Gryon, dont la chapelle rapporte moins que les deux cents florins attribués à leur ministre sont pénalisés. Aux cent dix florins qui constituent leur part de l'amodiation des biens ecclésiastiques de la cure de Bex et de leur chapelle réunies, ils sont obligés d'ajouter les nonante florins qui manquent encore, Berne devant renoncer à prendre cette somme sur d'autres biens de Gryon car l'abbé de Saint-Maurice y a tous les droits temporels.

Un nouvel ordre ecclésiastique

Du point de vue des structures ecclésiastiques, la Réforme n'apporte que très peu de changements dans le Gouvernement d'Aigle. Berne, qui a confisqué le pouvoir des évêques, instaure une nouvelle procédure de nomination des pasteurs semblable à celle qui existait déjà, attribuant simplement les pouvoirs de décision à de nouveaux organismes.

¹¹⁶ BONZON V, p. 14.

¹¹⁷ BONZON V, p. 15.

¹¹⁸ FAREL, p. 186.

¹¹⁹ FAREL, p. 186.

Les bénéfices ecclésiastiques demeurent tels. Cependant, afin d'éviter aux prédicants la charge de les percevoir, ils sont amodiés contre une rente annuelle fixe.

En ce qui concerne directement l'abbaye de Saint-Maurice, elle est simplement déboutée de tous ses droits spirituels sur ses sujets réformés: juridiction quasi-épiscopale, droits de présentation et de nomination. Les pouvoirs temporels de l'abbé ne subissent par contre aucun changement, la distinction spirituel - temporel demeurant bien marquée.

Pour la population, la Réforme n'amène pratiquement aucun changement politique ou économique. A Gryon, par exemple, le chapelain nommé par l'abbé de Saint-Maurice, est remplacé par un pasteur désigné par Berne. Par exception, les villageois devront cependant contribuer à l'entretien de ce prédicant qu'ils avaient demandé au souverain. Les biens attachés à la chapelle Saint-Jean sont maintenant destinés à la rétribution du ministre, par l'intermédiaire d'un amodiataire qui lui garantit un revenu fixe.

Les gens de Gryon et des villages voisins ne voient par contre aucune modification de l'administration temporelle. Les seigneurs féodaux sont maintenus dans tous leurs droits, même s'il s'agit de l'abbé de Saint-Maurice.

Ce statu quo des institutions temporelles permet-il d'expliquer le fait que l'abbé dont les droits ne sont pas modifiés, n'ait pas jugé nécessaire de s'élever contre une Réforme si peu menaçante pour sa bourse?

L'Abbaye et les événements de 1536

Le premier tiers du XVI^e siècle voit se nouer et se dénouer, au gré des circonstances politiques et religieuses, un jeu d'alliances et de combourgeoisies entre Berne, Fribourg, Genève, la Savoie et le Valais. En 1536, cet équilibre sera bouleversé: le Pays de Vaud, la ville de Genève, le Chablais et le Bas-Valais sont conquis par Berne, le Valais ou Fribourg qui mêlent intérêts politiques et religieux. Qu'en adviendra-t-il des droits de l'Abbaye sur ses dépendances qui changent alors de maître et parfois encore de religion?

Les conquêtes bernoise, valaisanne et fribourgeoise

Dans les années qui suivirent la deuxième guerre de Kappel et la deuxième paix nationale (1531), les Cantons suisses se consacrent à l'administration de leurs territoires et à leur extension. Le Valais et Fribourg attendent depuis longtemps l'occasion d'obtenir un accès au lac Léman¹²⁰. Pour Berne, il était important d'assurer son commerce avec la France qui transitait par Genève, ville combourgeoise où la Réforme triomphe dès l'été 1535. Et lorsque la

¹²⁰ Cf. DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 77.

pression du duc de Savoie se fait trop forte, et que la France, en guerre contre la Savoie, menace de s'emparer de Genève, Berne se prépare à intervenir en faveur de ses Confédérés réformés ¹²¹.

C'est ainsi que le 16 janvier 1536, Berne déclare la guerre à Charles III ¹²² de Savoie. Le 2 février déjà, les soldats du général bernois Hans-Franz Naegeli entrent à Genève sans avoir rencontré la moindre résistance en Pays de Vaud. Le 18 du même mois, l'armée bernoise prend le chemin du retour, non sans avoir encore conquis le Pays de Gex et le sud du Léman jusqu'à la Dranse de Thonon.

De leur côté, les Valaisans entreprennent aussi une campagne, craignant que les Bernois ne les isolent en occupant le Chablais oriental. Ils se justifient devant leur allié Charles III en expliquant n'avoir voulu qu'empêcher une trop grande extension bernoise et surtout sauvegarder l'intérêt religieux des populations qui se sont spontanément mises sous leur protection. Pour faciliter cette «spontanéité», les soldats valaisans occupent, en quatre jours (6 au 9 février), toute la plaine entre Saint-Maurice et la Dranse de Thonon ainsi que les vallées d'Abondance et d'Aulps. Dès le 8 février, a lieu à Saint-Julien, au quartier général des Bernois, le partage des territoires occupés. Puis le 25, sur le pré situé au couchant de l'abbaye de Saint-Maurice, est conclu l'acte de dédition de toutes les communes qui se sont, du 6 au 24, spontanément ralliées au Valais.

Fribourg négocie longuement avec Berne. Ce n'est que le 1^{er} mars que ses soldats partent en campagne pour conquérir Romont, Rue, Châtel-Saint-Denis, Estavayer et Surpierre. Pour s'y être pris trop tard, il leur faudra renoncer à Vevey et à Montreux et par là, à un accès au lac Léman.

Sur le chemin du retour à Berne, les troupes de Naegeli conquièrent quelques forteresses (Aubonne, La Sarraz, Yverdon) qui leur avaient d'abord résisté. Chargé d'une nouvelle mission, le général bernois s'empare, le 29 mars, du château de Chillon et entre à Lausanne le 1^{er} avril ¹²³, puis achève la conquête du Pays de Vaud.

Au printemps 1536, le duché de Savoie a donc pratiquement disparu de la carte politique puisque le roi de France s'est encore emparé du Piémont et de la Savoie du sud. Ce n'est que le fils de Charles III, le duc Emmanuel Philibert, qui rétablira son domaine. Le triomphateur de la bataille de Saint-Quentin obtient, au traité de Cateau-Cambrésis (1559), la restitution de ses terres conquises par la France. Par le traité de Lausanne (1564), Berne renonce au Pays de Gex, au Genevois et au Chablais occidental, mais conserve le Pays de Vaud.

¹²¹ Pour ce paragraphe, voir G. CASTELLA, «L'intervention de Fribourg lors de la conquête du Pays de Vaud (janvier-février 1536)», *Annales fribourgeoises* VII (1919) pp. 89-105; FAREL, pp. 338-341; GILLIARD; GRENET, pp. 3-16; IMESCH; KÖRNER, pp. 42-45 et 73; MEYLAN-BIAUDET, pp. 110-116; J. NIQUILLE, «Le comte Jean II de Gruyère et les conquêtes bernoises de 1536», in *Festschrift O. Vasella*, Fribourg, 1964, pp. 235-246; ROULET, pp. 100-105; VASELLA; VUILLEUMIER, pp. 122-129.

¹²² Cf. GILLIARD, p. 20 note 1, qui fait remarquer que les historiens modernes d'Italie appellent ce duc Charles II, «quoique, à la fin du XVI^e siècle déjà, le Savoyard Paradin, *Chronique de Savoie*, p. 381, l'ait appelé Charles III, habitude qu'ont suivie la plupart des historiens français et suisses».

¹²³ Une grande part des domaines de l'évêque de Lausanne sera le prix de l'autonomie de la ville.

Le traité de Thonon (mars 1569) accorde au Valais les frontières actuelles. La Savoie obtient donc le retour du Chablais oriental amputé du bailliage de Monthey. Enfin en 1578, le duc devra définitivement renoncer aux terres conquises par les Fribourgeois ¹²⁴.

La réformation des pays conquis

Le Valais et Fribourg, ayant voulu sauvegarder les intérêts de leurs nouveaux sujets, maintiennent fermement la foi catholique dans les territoires conquis ¹²⁵.

Par contre, la ville réformée de Berne va imposer sa religion à ses nouveaux sujets. Il est à noter que, selon L.-E. Roulet, cette mesure religieuse est avant tout un acte politique; «car il apparaissait impensable qu'à l'intérieur des frontières d'une République patricienne urbaine passée à la Réforme subsistent des bailliages demeurés romains» ¹²⁶.

Dans un premier temps, Berne avait déclaré, par l'entremise du général Naegeli, ne soumettre personne à la nouvelle foi, exigeant cependant la libre prédication de l'Evangile. En imposant ainsi le principe de la foi fondée sur l'Ecriture seule, le souverain excluait, avant même de le discuter, le principe de la religion catholique ¹²⁷. Les Vaudois, qui seuls nous intéressent dans ce paragraphe, ne furent pas conscients de la portée de la condition imposée par Berne. Toutefois, la seule prédication de l'Evangile ne suffisant pas pour que les cérémonies papales soient «mises bas par le plus» ¹²⁸, il fallut envisager une manière plus fructueuse d'imposer la Réforme. LL.EE. convoquent alors tous les ecclésiastiques du pays, tant catholiques que protestants, pour une dispute de

¹²⁴ Pour ces restitutions, voir DUPONT LACHENAL, *Monthey*, pp. 100-104; MICHELET, pp. 71-76 et VUILLEUMIER, pp. 128 et 691-701.

¹²⁵ DONNET, pp. 155-157, décrit les structures mises en place après la conquête valaisanne.

¹²⁶ ROULET, p. 105. Voir encore, pour la réformation imposée par Berne: VUILLEUMIER, p. 129 ss.; VASELLA; FAREL, pp. 341-347; MEYLAN-BIAUDET, pp. 118-124; M. CAMPICHE, *La Réforme en Pays de Vaud*, Lausanne, 1985, pp. 97-172 et P. CHAUNU, *L'Aventure de la Réforme*, Paris, 1986, pp. 149-151. Pour la réformation de la Savoie, voir VUILLEUMIER, pp. 140-145 et P. GUICHONNET, *Histoire de la Savoie*, Toulouse, 1973, pp. 219-285.

¹²⁷ Cf. BERGUERAND, pp. 8-9 et VASELLA, 1935, pp. 248-252. Les villes qui, comme Yverdon, avaient résisté aux troupes bernoises, ne bénéficient pas de cette faveur. La Réforme leur est imposée de force.

¹²⁸ FAREL, p. 342. Le «plus» permettait de déterminer la religion du village soumis à ce vote. Ce système était défavorable aux catholiques. «En effet, si dans une paroisse, le <plus> s'était prononcé pour le maintien de la messe, le prédicant luthérien n'en continuait pas moins à y faire le prêche et à y résider. Si, au contraire, le <plus> avait été du côté du prêche, il fallait que tout office catholique cessât; le culte de l'Ancienne Eglise était définitivement abrogé et le curé congédié» (VUILLEUMIER, p. 81). C'est ce système qui a été utilisé dans le Gouvernement d'Aigle pour imposer de force la Réforme (cf. VUILLEUMIER, p. 187). Rien en effet n'empêchait de répéter ces votes jusqu'au moment où le parti novateur triomphait. Voir encore à ce sujet: DUPRAZ.

religion pour le 1^{er} octobre 1536 à la cathédrale de Lausanne¹²⁹. Guillaume Farel, Pierre Viret, Jean Calvin et Christophe Fabri sont les animateurs de cette Dispute de Lausanne qui n'est qu'un grand prêche, à peine interrompu de temps à autre par quelques prêtres mal formés ou par des laïcs maladroits¹³⁰. Les docteurs catholiques et les chanoines de Lausanne refusent d'entrer en matière en raison du principe selon lequel l'Ecriture Sainte devait être la seule source des arguments de la discussion.

La Dispute se termine le 8 octobre. Onze jours plus tard, les Bernois victorieux publient un premier Edit de Réformation: la messe est supprimée, les images bannies des églises. Un second Edit, promulgué le 24 décembre, introduit définitivement le nouveau culte et règle l'organisation de l'Eglise réformée vaudoise¹³¹.

«Il n'y eut aucune protestation. A la conquête militaire et politique succédait la conquête morale. L'Eglise réformée allait achever ce que les armes bernoises avaient commencé. Le pays conquis fut assimilé par ce qui était alors la grande force de cohésion d'un peuple, la communauté de foi»¹³².

Pendant que Berne impose sa politique et sa religion au Pays de Vaud¹³³, Fribourg et le Valais organisent leurs nouveaux territoires qui, comme leurs maîtres, demeurent attachés à la foi romaine. Qu'advient-il des dépendances de l'abbaye de Saint-Maurice, restée impassible pendant ces mois mouvementés?

Les conséquences pour l'Abbaye

Sur les terres bernoises et fribourgeoises

Depuis sa conquête du Pays de Vaud, Berne impose avec encore plus de force sa suzeraineté sur l'Abbaye. Dans les Quatre Mandements, l'abbé demeure bénéficiaire de ses droits seigneuriaux, bien qu'il ait dû reconnaître en 1532, «que tout ce que l'Abbaye possédait rière les Quatre Mandements du Gouvernement d'Aigle, était mouvant en fief noble de LL.EE. de Berne»¹³⁴.

Une seule dépendance de l'Abbaye, qui d'ailleurs lui coûtait plus qu'elle ne rapportait, est confisquée par les Bernois. Et cela malgré l'ordre donné par Berne

¹²⁹ Cf. VUILLEUMIER, pp. 148-183 et G. BAVAUD, *La Dispute de Lausanne 1536. Une étape de l'évolution doctrinale des réformateurs romands*, Fribourg, 1956.

¹³⁰ Sur les intervenants catholiques et particulièrement les laïcs, voir VUILLEUMIER, pp. 173-178. E. Olivier, («Claude Blancherose, médecin, champion hérétique de la doctrine catholique», *RHV* 60 (1952) pp. 66-98) consacre son article au médecin «fort fantastique» qui sauva les débats du côté catholique.

¹³¹ Pour ces Edits et leur application, voir VUILLEUMIER, pp. 187-361. La très intéressante question de la résistance catholique est étudiée par BERGUERAND, pp. 11-54.

¹³² GILLIARD, p. 275.

¹³³ Berne doit cependant respecter les terres vaudoises conquises par les Fribourgeois (elles resteront catholiques), et les bailliages communs à Berne et à Fribourg dans lesquels Berne doit respecter son alliée et n'ose pas utiliser la force. Malgré cela, et grâce au système du «plus», les bailliages communs (Morat, Grandson, Echallens-Orbe) passeront à la Réforme à l'exception des quelques paroisses qui forment l'actuel district d'Echallens. Cf. VUILLEUMIER, pp. 52-89 et DUPRAZ.

¹³⁴ Charles I, 534 (29/2/5).

à ses soldats le 18 mars: «ceux qui sont en campagne doivent prendre en protection l'abbé de Saint-Maurice, car il ne doit subir aucune offense de quelque sorte qu'elle soit»¹³⁵. Malgré cette injonction, les commissaires bernois chargés d'organiser le pays conquis confisquent les biens de l'hôpital de Villeneuve (18 avril) et les attribuent à l'entretien du pasteur qui y sera installé¹³⁶.

Berne qui hérite par sa conquête de la souveraineté savoyarde, respectera par contre tous les droits seigneuriaux que l'abbé possédait à Vevey, La Tour-de-Peilz, Lully et Lussy¹³⁷ ainsi que ceux du chanoine sacristain sur Oron-la-Ville et Vuibroye. De même, en Chablais occidental où elles avaient imposé la Réforme¹³⁸, LL.EE. de Berne respectent curieusement le droit de personnat que l'abbé possède sur la cure de Massongy. Jusqu'à la restitution du pays, Berne veillera à ce que chaque année huit florins et quatre deniers soient versés à l'Abbaye¹³⁹.

A Auboranges, Eschiens et Ecublens, LL.EE. de Fribourg succèdent au duc de Savoie dans ses droits de souveraineté.

En outre, à Saint-Aubin, la Réforme n'empêche pas l'Abbaye de conserver ses droits de patronage et de collation sur la cure. Fribourg, alliée comme Berne à Claude de Vaumarcus qui possède la seigneurie de Saint-Aubin, n'a pas pu empêcher que la ville de l'Aar introduise la Réforme dans ce village en 1531 déjà¹⁴⁰. L'abbé y possède donc la «charge et plein pouvoir d'y nommer de dignes ministres (protestants), et la régie des biens et rentes de la dite église»¹⁴¹.

¹³⁵ EA 4, 1c, 665.

¹³⁶ Villeneuve avait été investie avant l'ordre ordonnant de prendre en protection l'abbé. Dès le 7 février, des soldats bernois sont laissés en garnison dans la petite ville pour prévenir les attaques des soldats savoyards qui, depuis le château de Chillon ont «journallement, et, entre autres efforts, pilié et fournaigé l'ospital de la Villenove». Pour toute cette affaire, voir GILLIARD, pp. 143-145, 198 et 265; VASELLA, 1936, p. 223 et VUILLEUMIER, p. 228 qui dit que cet hôpital fut remis aux soins d'un administrateur ou hospitalier.

En ayant confisqué les biens de l'hôpital de Villeneuve, LL.EE. bénéficieront donc de ses revenus et en particulier des bénéfices des moulins situés En Prez à Saint-Maurice, où l'Abbaye avait le droit de faire moudre gratuitement son blé. Voir Charles I, 376 (20/3/17).

¹³⁷ VUILLEUMIER, pp. 229-230 prétend par erreur que les biens de l'Abbaye furent vendus par les souverains au profit du fisc entre 1542 et 1553.

¹³⁸ Voir à ce propos C. GILLIARD, «La conquête du Chablais par les Bernois», *RHS* 11 (1931) pp. 193-205; GILLIARD, pp. 139-142 et 254; VUILLEUMIER, pp. 140-145 et FAREL, pp. 349-352. Le Chablais occidental sera converti au catholicisme grâce aux efforts de saint François de Sales et de ses collaborateurs, appelés par le duc Charles-Emmanuel de Savoie qui avait repris définitivement possession du Chablais en 1593. Le 19 octobre 1598 aura lieu l'abjuration massive des gens de Massongy (cf. E.-J. LAJEUNIE, *Saint-François de Sales. L'homme, la pensée, l'action*, t. 1, Paris, 1966, p. 353).

¹³⁹ Cf. Charles II, 789 (54/2/16). En 1571, l'abbé Duplâtre supplie le duc de Savoie de lui faire payer le personnat de l'église de Massongy qu'on lui retenait, «quoiqu'il fut bien reconnu et que LL.EE. de Berne le lui eussent fait payer pendant qu'ils occupaient le Chablais».

¹⁴⁰ Cf. FAREL, pp. 371-374.

¹⁴¹ Charles II, 749 (51/6/4). A la suite de l'incendie de 1560, l'abbé Miles sera obligé, avec l'approbation du chapitre, de vendre ses droits sur Saint-Aubin le 30 juillet 1566. Cf. infra 3^e partie, L'incendie de 1560.

En pays valaisan

Nous avons vu plus haut que Berne avait ordonné que l'abbé de Saint-Maurice ne doive subir aucune offense. Mais quelle est donc l'attitude des Valaisans à l'égard de l'Abbaye au moment d'entreprendre leur conquête? L'évêque Adrien I de Riedmatten, parmi toutes les mesures qu'il prend pour préparer la campagne militaire, écrit le 31 janvier 1536 au gouverneur de Saint-Maurice. «Il serait bon de vous entendre avec ceux de Monthey, si ceux-ci voulaient vous donner la main; dans ce but, (le gouverneur) Imahorn fera bien de prendre langue avec l'abbé de Saint-Maurice ou avec son frère. L'affaire est délicate, et toute la transaction proposée doit être tenue absolument secrète (...); le prélat ne veut des contacts qu'avec des personnes capables de garder des confidences, sous le sceau de serment, sans rien en révéler»¹⁴². En dehors de ces transactions secrètes, entreprises par Barthélemy Sostion, nous ne savons rien d'autre de l'activité de l'abbé qui jouissait de l'amitié et de la confiance totale de l'évêque¹⁴³. L'Abbaye sera cependant mise par deux fois à contribution à l'occasion de la conquête des Valaisans. Faut-il y voir des actes de bienveillance et de générosité de l'abbé envers son ami l'évêque ou bien ne sont-ce pas là les premiers signes d'un asservissement du monastère à l'Etat?

L'acte solennel de dédition des communes conquises est conclu sur un pré de l'Abbaye situé au couchant de celle-ci. Le document est dressé le 25 février 1536 en présence de l'évêque, du Conseil général du Valais et des représentants des communautés requérant la protection des VII Dizains¹⁴⁴.

Alors qu'en 1509, 1519, 1532 et 1536 la Diète a siégé à Saint-Maurice sans que l'on précise le lieu de la réunion, du 17 au 24 octobre 1537, l'assemblée valaisanne se réunit à nouveau dans cette ville, et le recès précise bien: dans l'Abbaye¹⁴⁵. Cette précision voudrait-elle signifier que c'est la première fois que le monastère accueille la Diète? Cela est possible, bien que pas certain.

Il semble toutefois qu'il faille plutôt voir derrière ces deux faits une manifestation de servitude, plus que d'amitié. Les décennies suivantes verront d'ailleurs se confirmer ce mouvement d'inféodation.

Quels sont les changements qui interviennent dans les juridictions de l'Abbaye qui se trouvent dans le territoire conquis par les Valaisans?

Les VII Dizains s'étaient emparés en 1475 de la suzeraineté sur *Choëx*, sans préjudice pour les droits de l'abbé, et avaient alors rattaché ce village au gouvernement de Saint-Maurice¹⁴⁶.

¹⁴² Adaptation par DUPONT LACHENAL, *Monthey*, pp. 77-78 du texte original publié par IMESCH, pp. 6 et 21-22.

¹⁴³ Cf. IMESCH, p. 6. Pour les liens d'amitié entre ces deux prélats, voir DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 77.

¹⁴⁴ Cf. IMESCH, p. 33: «Acta fuerunt hec apud s. Maurici Agaunensem in nostro generali consilio tento in prato abbacie s. Maurici retro eandem abbaciam sito». Il s'agit probablement du pré qui se trouvait à l'emplacement des actuelles cour Saint-Joseph et Grande Allée. GRENAT, pp. 8-12 donne en note une traduction française de cet acte.

¹⁴⁵ Cf. WLA III, pp. 148-150: «St. Moritz, in der Abtei, Mittwoch nach St. Gallus bis Mittwoch danach (17.-)24. Oktober 1537».

¹⁴⁶ Cf. 1^{re} partie, dans *Ann. val.*, NS 62 (1987) p. 128.

Cependant ce village a beaucoup de relations avec la ville très proche de Monthey. Et lorsqu'en 1536, un gouverneur haut-valaisan y est établi, il cherchera à imposer sa juridiction, ce que les villageois voient d'un bon œil. La Diète de mai 1538 rappellera que ces gens, malgré leurs protestations, doivent participer aux frais communs du gouvernement de Saint-Maurice¹⁴⁷. Une sentence diétale du 19 décembre 1561 fait une concession aux gens de Choëx: le village doit rester soumis à la bannière de Saint-Maurice mais ils doivent aussi pouvoir profiter des biens communs (alpages, forêts, eau) de Monthey¹⁴⁸. Les droits seigneuriaux de l'abbé ne sont toutefois aucunement diminués par ces décisions.

La petite juridiction abbatiale de *Chièzes* (Troistorrents) n'est pas mentionnée parmi celles qui font dédition au Valais en février 1536. Les VII Dizains s'approprient malgré cela la souveraineté sur ce hameau et l'abbé devra faire assermenter son châtelain de Chièzes par le gouverneur de Monthey¹⁴⁹.

Les droits de l'abbé sur le vidomnat de *Vouvry* vont peu à peu lui échapper: le 7 février 1536 la communauté fait dédition au Valais¹⁵⁰. Quelques jours plus tard, malgré les réclamations des Valaisans, le gouverneur d'Aigle met la main «sur quelques villages situés au-delà du Rhône, qui avaient été dans la dépendance de Chillon, ainsi Vouvry et Vionnaz»¹⁵¹. Cette occupation bernoise crée un conflit qui sera réglé l'année suivante. Berne laisse à l'Abbaye la seigneurie de Vouvry mais le péage qui y est levé lui revient en raison du château de Chillon¹⁵². Quinze ans plus tard, l'abbé Miles interviendra sans succès auprès de la Diète pour être mis en possession de son vidomnat. Et, en 1555, les

¹⁴⁷ Cf. *WLA* III, p. 168 u.

¹⁴⁸ Cf. *WLA* IV, p. 355 a. DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 151 dit qu'en 1620 «une sentence de la Diète souveraine rattacha les gens de Choëx au «gouvernement» de Monthey, au point de vue civil, mais les maintint, au point de vue militaire, dans la bannière de Saint-Maurice».

¹⁴⁹ Depuis quelle année les gouverneurs de Monthey ont-ils ce droit? Selon DONNET, p. 162, ce droit est attesté antérieurement à 1569. Cependant un extrait d'un recès destiné au gouverneur de Monthey dit que «l'abbé de Saint-Maurice possède au nom de son couvent la juridiction et les administrateurs à Chièzes rière Monthey. A l'avenir, chaque gouverneur, après son entrée en fonction, doit se faire présenter les administrateurs et les assermenter selon les statuts et règlements en vigueur» (*WLA* V, p. 200). Or ce recès a été donné à la fin de la Diète de mai 1571 au cours de laquelle l'Abbaye se met sous la protection du Valais. Il est donc possible que ce ne soit que dès lors que les Valaisans se présentent comme souverains de Chièzes. Mais il semble plutôt probable que la Diète ne fasse alors qu'entériner officiellement une pratique déjà en usage depuis la conquête du Chablais.

¹⁵⁰ Cf. IMESCH, p. 27 et DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 149.

¹⁵¹ GILLIARD, p. 234 note 5.

¹⁵² Berne revendiquait les droits du château de Chillon en Valais. Les VII Dizains répondirent que ces rentes n'étaient pas dues au château, mais au duc de Savoie, le châtelain de Chillon n'ayant que la charge de les percevoir. En novembre 1537, la Diète valaisanne puis LL.EE. de Berne acceptent la sentence d'un tribunal arbitral créé pour régler l'affaire. Cf. MICHELET, pp. 77-78 et *WLA* III, pp. 113 a.c, 122 b, 129 b, 129-130 d, 154 k, 158 ee, 188 f, 229, 296 ff.

hommes de Vouvry reconnaissent les droits qui appartenaient auparavant au duc, en faveur du Valais. Les VII Dizains respecteront malgré cela les droits de l'abbé jusqu'en 1638¹⁵³.

Avec la fin de l'influence savoyarde sur le Pays romand, qui va de pair avec la Réformation de la majeure partie de ce territoire, l'Abbaye voit la disparition du régime de faveur que lui accordait la Maison ducale. Berne, Fribourg et le Valais «héritent» des droits de suzeraineté du faible Charles III sur les dépendances abbatiales. Commence alors un lent processus de mainmise directe de l'Etat sur les communes au détriment de toute autorité intermédiaire. Une première étape importante sera la mise sous tutelle de l'Abbaye par l'Etat du Valais en 1571, au terme des nombreuses difficultés qui jalonnent l'abbatit de Jean Miles.

Il est à noter que ce nouveau régime s'inaugure par une première période, plus ou moins longue selon les souverains et les circonstances, où aucun changement ne semble s'être produit. A la fin 1536, les droits de l'Abbaye ne semblent avoir subi aucun changement: elle est libérée de la charge de l'hôpital de Villeneuve, considéré comme bénéfice ecclésiastique et Berne lui rendra le vidomnat de Vouvry. Mais avec les années, Berne, Fribourg et le Valais exerceront toujours plus fortement leur autorité sur les terres conquises et en particulier sur les seigneuries abbatiales.

Bilan de l'abbatit

Au point de vue temporel et politique

Dès les premiers jours de son abbatit, Barthélemy Sostion a recours à la bienveillance de ses voisins bernois et valaisans. Ceux-ci connaissent les dangers que représentait la présence d'un prélat étranger à la tête de l'abbaye de Saint-Maurice, appelée par les Valaisans «la clef du pays»¹⁵⁴. Mais les deux protecteurs du monastère vont exiger la contrepartie de leurs interventions.

Depuis 1475, les VII Dizains se sentent maîtres de l'Abbaye, surtout de ses dépendances en aval de Saint-Maurice¹⁵⁵. Le conflit, déjà mentionné plus haut,

¹⁵³ Cf. WLA IV, p. 191 j; MICHELET, p. 78; *Armorial*, pp. 278-288; DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 149 dit «L'Abbaye se vit progressivement éliminer. Cette politique durait depuis une vingtaine d'années, quand, en 1638, l'Etat se fit reconnaître seul maître de la commune, sans opposition du monastère». Pour la reconnaissance de 1555, voir Charles I, 496 (27/1/31 B).

¹⁵⁴ WLA II, p. 205 n: à la prière de l'abbé, la Diète de décembre 1525 décide en effet de la protéger contre les prétentions du cardinal étranger. «Uf solichs betrachtet, das S. Moritzen ein Schlüssel ist dieser landschaft und derselb apt allwegen ein fromer landmann sich erzeigt hat, so wird ihm Schirm zugesagt».

¹⁵⁵ Telle est du moins l'opinion de BÜCHI, p. 7: «Der siegreiche Verlauf des Feldzuges brachte mit dem Unterwallis die Abtei St. Moritz und den Zugang zum Grossen St. Bernard in der Gewalt von Bischof und Zenden». Il faudra l'intervention du pape, de Berne et de Fribourg pour que les Valaisans reconnaissent enfin les droits de l'Abbaye lors des traités de 1481 et 1501 (cf. MICHELET, p. 24).

autour des potences de Chièzes (1500-1507)¹⁵⁶, permit déjà au Valais de s'opposer aux prétentions savoyardes sur le monastère. Le chanoine Dupont Lachenal estime à juste titre que ce «conflit précipita sans doute l'évolution politique en Bas-Valais, en éloignant la Savoie de l'abbaye de Saint-Maurice pour la rattacher plus fortement au Valais»¹⁵⁷.

Lorsqu'en 1536 les troupes valaisannes imposent leur protection au Chablais oriental, elles s'emparent des abbayes d'Abondance et de Saint-Jean d'Aulps, les plaçant sous le protectorat de l'évêque de Sion et des seigneurs des VII Dizains¹⁵⁸. L'abbaye de Saint-Maurice est par contre respectée comme entité politique autonome. Mais le Valais, avide de conquête, lui impose peu à peu sa puissance¹⁵⁹. L'abbé qui a besoin de son appui ne peut que s'incliner, gardant toutefois une certaine indépendance. Il doit en effet reconnaître la souveraineté valaisanne sur ses juridictions, sauf, semble-t-il, sur le monastère et sur la vallée du Trient.

Barthélemy Sostion fut moins heureux dans le Gouvernement d'Aigle où la République de Berne ne lui laisse aucun espoir: tout ce que l'Abbaye y possède «est mouvant en fief noble de LL.EE.»¹⁶⁰. Quatre ans plus tôt, en 1528, il n'avait déjà pu empêcher la réformation de ses seigneuries, comme par exemple celle de Lavey où tous les droits spirituels et temporels étaient entre les mains des chanoines. Berne impose toujours plus fort sa puissance à l'abbé, pour en arriver à ce qu'en 1550, Jean Miles doive en obtenir des lettres d'investiture pour ses juridictions dans les Quatre Mandements d'Aigle.

Le rapprochement du Valais et de l'Abbaye s'explique certainement aussi par le fait qu'elle ait cherché un soutien solide contre la menace que constituait la Réforme bernoise imposée jusqu'à Lavey et à Morcles. Sachant que Berne ne pouvait s'attaquer au Valais son allié, l'abbé se mettait donc à l'abri de la Réforme dont la conséquence aurait été la disparition de l'Abbaye.

Au point de vue religieux

L'événement religieux marquant du règne de l'abbé Barthélemy aura été le choc de la Réforme. Mais avant cela, le prélat eut à lutter contre la mise en commende de son abbaye. Son zèle à obtenir ses bulles papales n'était pas dicté seulement par des préoccupations temporelles. La non-reconnaissance de Rome lui ôtait toute l'autorité que lui auraient conféré la bénédiction abbatiale et l'appui du pape. Mais il semble qu'après six années de vaines tentatives, il ait renoncé à l'obtention de ses bulles, certain du soutien de ses voisins et surtout de son bon droit d'abbé légitimement élu.

¹⁵⁶ Cf. Charles I, 76-77 (6/1/7); WLA I, pp. 595-596; DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 150 et MICHELET, pp. 34-35, 142.

¹⁵⁷ DUPONT LACHENAL, *Monthey*, p. 150.

¹⁵⁸ Cf. MICHELET, pp. 148-152.

¹⁵⁹ En 1541, la Diète valaisanne décide de sa propre autorité que l'abbé et le chanoine sacristain devront participer pour une part non négligeable aux frais de réparation de la route qui va de Saint-Maurice à Monthey. Cette attitude est celle d'un souverain à l'égard de ses sujets et non pas celle d'un souverain envers l'un de ses égaux. Cf. WLA III, pp. 271, 279 o.

¹⁶⁰ Charles I, 534 (29/2/5) (1532).

Son autorité ne fut d'ailleurs jamais contestée lors de son intervention dans la longue crise religieuse qui secoua le prieuré de Senlis ¹⁶¹. Seuls son zèle et sa fermeté réussirent à y maintenir la bonne observance de la règle des chanoines réguliers de Saint-Maurice.

Les Bernois qui étaient intervenus à plusieurs reprises en faveur de l'obtention de ses bulles de confirmation, ne respecteront par contre aucune des prérogatives spirituelles de l'abbé dans le Gouvernement d'Aigle lorsqu'ils s'approprièrent l'autorité des évêques pour y imposer leur Réforme. On pourrait lui reprocher de n'être pas intervenu contre la prédication de Farel, présent dans la région dès 1526. Mais pouvait-il s'élever contre un protégé de la ville qui était intervenue en sa faveur auprès du pape en janvier de la même année?

Barthélemy Sostion a-t-il été attentif à l'introduction en Valais des idées réformées? Aucun indice ne permet de répondre. La Réforme a pénétré en Valais surtout par les familles patriciennes intéressées à voir diminuer les pouvoirs de l'évêque pour s'en emparer. Le Bas-Valais, sujet du Haut et sans influence politique, a fait partie des résistants aux protestants, même si les gouverneurs de Saint-Maurice ou de Monthey, pris parmi les familles influentes des VII Dizains ont pu y avoir une influence indirecte. L'étude de M. Possa sur la Réforme en Valais ne mentionne d'ailleurs aucun cas de protestantisme en Bas-Valais pour les années 1529 à 1548 ¹⁶². Et il est probable que l'abbé Sostion, déjà victime de la Réforme bernoise, aurait réagi fermement contre les partisans des idées nouvelles s'ils avaient montré ouvertement leurs opinions; ceux-ci purent en effet travailler le Valais en cachant leurs pensées derrière une façade de bon catholique, prenant garde par exemple de ne rien faire contre le sacrement de l'eucharistie.

Au long de ses trente années de règne dans des circonstances politiques et religieuses difficiles, «Barthélemy IV déploya toutes les grandes qualités dont il était doué» ¹⁶³. Il fut digne des responsabilités religieuses qui lui furent confiées, et réussit à maintenir son abbaye dans la quasi-totalité de ses droits et de ses prérogatives.

¹⁶¹ Cf. supra, pp. 52-54.

¹⁶² Cf. POSSA, pp. 30-66.

¹⁶³ AUBERT, p. 81.

PLAN DE LA PUBLICATION ET TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE: LA SITUATION DE L'ABBAYE AU DÉBUT DU XVI^e SIÈCLE

dans (*Annales valaisannes*, 1987, pp. 111-160)

Avant-propos

Introduction: le cadre historique

L'abbaye de Saint-Maurice en 1520

Sources, bibliographie et abréviations

Liste des chanoines de Saint-Maurice, de 1520 à 1572

Liste des évêques de Sion, de 1520 à 1572

Glossaire.

DEUXIÈME PARTIE:

L'ABBATIAIAT DE BARTHÉLEMY SOSTION, 1520-1550

(dans le présent volume) 85

L'abbé et les difficultés consécutives à son élection 86

Trente ans de vie à l'Abbaye: quelques événements 88

La pénétration des idées protestantes 89

Accueil à l'Abbaye de deux humanistes réformés 90

**Trente ans de vie dans les paroisses, les prieurés
et les seigneuries de l'Abbaye** 92

L'Abbaye et la Réforme dans le Gouvernement d'Aigle 94

Farel, agent de l'Evangile à Aigle (1526-1528) 94

Etat religieux du Gouvernement d'Aigle en 1526. – L'activité de Farel.

La réformation du Gouvernement d'Aigle 97

Les résistances tardives et la survivance de la foi catholique 101

Les conséquences pour l'Abbaye 101

La nomination des pasteurs. – L'attribution des bénéfices ecclésiastiques.
– Un nouvel ordre ecclésiastique?

L'Abbaye et les événements de 1536 106

Les conquêtes bernoise, valaisanne et fribourgeoise 106

La réformation des pays conquis 108

Les conséquences pour l'Abbaye 109

Sur les terres bernoises et fribourgeoises. – En pays valaisan.

Bilan de l'abbatiai 113

Au point de vue temporel et politique 113

Au point de vue religieux 114

TROISIÈME PARTIE: L'ABBATAT DE JEAN MILES, 1550-1572
(à paraître dans *Annales valaisannes*, 1989)

L'abbé

La vie à l'Abbaye

La vie dans les dépendances

L'activité politique de Jean Miles, homme de confiance des cantons catholiques et de l'évêque de Sion

L'incendie de 1560

Miles au Concile de Trente

Le traité de 1571: l'Abbaye «sous les ailes du Valais»

Le bilan de l'abbat

CONCLUSION GÉNÉRALE